MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Vingt-huitième séance – Mercredi 1^{er} décembre 2004, à 20 h 45

Présidence de M. Gérard Deshusses, président

La séance est ouverte à 20 h 45 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *MM. Christian Ferrazino* et *Patrice Mugny*, conseillers administratifs, *M. Jean-Louis Fazio*, *M^{mes} Annina Pfund*, *Bérengère Rosset* et *Caroline Schum*.

Assistent à la séance: *M. Pierre Muller*, maire, *M. Manuel Tornare*, vice-président, et *M. André Hediger*, conseiller administratif.

CONVOCATION

Par lettre du 18 novembre 2004, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 30 novembre et mercredi 1^{er} décembre 2004, à 17 h et 20 h 30.

(La présidence est momentanément assurée par M^{me} Catherine Gaillard-Lungmann, vice-présidente.)

1. Communications du Conseil administratif.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Ce matin, à 8 h 15, une délégation du comité de l'Association des communes genevoises (ACG), formée de son président, M. Chobaz, de M. Mermoud, maire de Pregny-Chambésy, vice-président, du secrétaire général de l'association, M. Hug, et de moi-même, s'est rendue devant la commission des finances du Grand Conseil pour parler du projet de loi de transfert de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe) aux communes. Nous avons été auditionnés pendant une heure et quart et, à 13 h 15, nous avons appris que la commission des finances avait décidé de retirer ce projet de loi. *(Applaudissements.)*

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Questions orales.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Comme je n'étais pas là à la séance de 17 h, je n'ai pas pu répondre à des questions posées hier. Il s'agit de l'excellent conseiller municipal Jean-Louis Fazio... *(Exclamations et applaudissements.)* Comme je l'engueule souvent, ce soir, avant Noël, il conviendrait peut-être d'être un peu plus gentil... Il m'a interrogé concernant les arbres de la rue de Lausanne. J'ai la réponse: comme je le pensais, c'est le Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement – qui a conduit tous les travaux du tram, avec la coopération de la Voirie – qui a attribué un mandat à l'entreprise Jacquet pour planter tous les arbres prévus. *(Exclamations.)* Ce sont les tuteurs des arbres qui empêchent la pose des grilles, qui seront installées dans trois ans. Oui, je suis d'accord, ces trous béants sont un peu devenus des poubelles. Mais je vais faire en sorte, avec la Voirie et le Service des espaces verts et de l'environnement, qu'ils soient nettoyés.

4. **Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 14 juillet 2004 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 500 000 francs destiné à la participation financière de la Ville à la rénovation et à l'extension du Village Aigues-Vertes (PR-358 A)¹.**

Rapporteur: M. Jean-Marie Hainaut.

Préambule

Cette proposition du Conseil administratif, renvoyée à la commission des finances par le Conseil municipal lors de ses séances du 7 septembre 2004, a fait l'objet de deux séances de commission conduites sous la présidence de M. Pierre Losio. Les notes de séances ont été prises par M^{mes} Gisèle Spescha et par M. Patrick Nicollier, que le rapporteur remercie pour leur travail de qualité.

Travaux de la commission

Séance du 22 septembre 2004: audition de M. Pierre Muller, maire de la Ville de Genève

M. Muller explique que la Ville a été approchée par M. Bednarczyk pour l'inviter à participer au financement des projets de rénovation et d'extension qui devront être réalisés par la communauté d'Aigues-Vertes.

Le coût de ces travaux sera réparti entre divers intervenants: la Fondation Aigues-Vertes, la commune de Bernex, sur le territoire de laquelle se trouve le Village Aigues-Vertes, l'Etat, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). La Ville de Genève est invitée à se joindre à cet effort en faveur de la fondation.

S'agissant du schéma de financement, l'exposé des motifs de la proposition doit être modifié, dans la mesure où la description faite à la page 2, dernier paragraphe, est erronée. Suite à des explications complémentaires de la part de la fondation, il se présente de la façon suivante:

Coût total du projet:	49068000 francs
Part OFAS + Etat:	29000000 de francs
Part à la charge de la fondation:	20000000 de francs

¹ Proposition, 818.

Il est à relever que, dans l'attribution de son soutien, l'OFAS ne prend pas en compte certains travaux prévus dans le projet, jugeant qu'ils relèvent du confort. C'est en particulier le cas du centre de formation, l'OFAS peinant à comprendre (voire à imaginer) que, malgré leur condition d'invalides, les pensionnaires d'Aigues-Vertes aient besoin de formation.

Il manque aujourd'hui à la Fondation Aigues-Vertes 5 millions de francs pour lui permettre de couvrir sa participation aux travaux. Afin de trouver la somme manquante, la fondation organisera deux concerts de prestige et de soutien. En outre, elle s'est adressée à d'autres collectivités publiques, dont la Ville de Genève, ce qui explique la proposition PR-358.

Sensible aux buts et à la qualité du travail de la Fondation Aigues-Vertes, le Conseil administratif a envisagé de soutenir le projet de rénovation et d'extension à concurrence de 1 million de francs. Un certain nombre de villageois d'Aigues-Vertes provenant de la ville de Genève, ce soutien lui a paru justifié. Par ailleurs, une certaine proportion de la population d'Aigues-Vertes étant âgée – et les progrès de la médecine ouvrant des perspectives réjouissantes en matière d'allongement de la durée de vie des invalides – le Conseil administratif a estimé que la moitié de la somme proposée pourrait être mise à la charge du Fonds Zell. A ses yeux, la somme d'un million devrait donc être financée pour moitié par un prélèvement sur le Fonds Zell et, pour le reste, au moyen du crédit supplémentaire faisant l'objet de la présente proposition.

A la question d'un commissaire s'interrogeant sur le bien-fondé de la mise à contribution du Fonds Zell, M. Muller parle d'une interprétation peut-être extensive de la lettre des dernières volontés de M^{me} Zell. Par contre, il se dit convaincu que l'esprit en est parfaitement respecté.

Interrogé sur l'article 2 du projet d'arrêté, qui traite de la couverture de la dépense par des économies budgétaires sur d'autres rubriques de charges ou par de nouveaux produits 2004 de la Ville de Genève, M. Muller indique qu'il ne peut fournir de détail, mais que le magistrat chargé du département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement a certainement prévu quelque chose dans son budget. Aucune réponse précise n'est parvenue au rapporteur à ce sujet.

Discussion de la commission et vote

L'ensemble des partis souligne la qualité du travail de la Fondation Aigues-Vertes et manifeste un soutien de principe à la proposition du Conseil administratif. Le seul véritable sujet de discussion porte sur la mise à contribution du Fonds Zell. Un consensus se dégage pour admettre que le but social de la fondation et l'objet même des travaux envisagés sont compatibles avec les dernières volontés de M^{me} Zell.

Mise au vote, la proposition PR-358 est acceptée à l'unanimité. (*Voir ci-après le texte de l'arrêté adopté sans modification.*)

M. Pierre Losio, président de la commission des finances (Ve). Lors de l'examen de cette proposition, personne, à aucun moment, n'a mis en question ni en doute l'excellence, la qualité, la pertinence du travail effectué par le personnel d'Aigues-Vertes à l'intention de pensionnaires qui méritent vraiment d'être entourés, soutenus et encouragés dans leur existence. La seule observation que je tiens à faire par rapport à cette proposition, c'est ce fameux article 2, qui me dérange dans chacun de ses termes: «La charge supplémentaire prévue à l'article premier sera couverte par des économies budgétaires sur d'autres rubriques de charges ou par de nouveaux produits 2004...» La réponse à la question posée à ce sujet lors de notre séance de commission nous a appris que c'est probablement l'excellent conseiller administratif M. Manuel Tornare qui serait chargé de trouver quelque chose dans le budget de son département; c'est du reste ce que nous a dit son non moins excellent collègue, M. le maire Pierre Muller. Nous aurons peut-être une réponse à ce sujet ce soir.

Je ne vous cache pas, Mesdames et Messieurs, que je suis un peu en souci parce que je me souviens que nous avons voté un budget 2004 avec un excédent de revenus de 12 millions de francs environ. J'ai appris ensuite, en parcourant le budget financier quadriennal – que je n'ai pas véritablement lu – qu'on nous annonçait déjà un résultat sensiblement différent, qui était passé en dessous de la barre. Je ne sais donc pas comment le Conseil administratif réglera ce problème, mais il serait tout de même souhaitable que la Ville de Genève puisse participer à l'effort de rénovation et d'extension de la Fondation Aigues-Vertes.

M. Jean-Marie Hainaut, rapporteur (L). Je m'associe bien évidemment aux propos de M. Losio par rapport à la proposition qui nous est soumise et au fond de toute cette histoire, puisque, effectivement, il est apparu assez clairement à la commission des finances que cet objet était non seulement marqué au coin du bon sens, mais qu'il s'agissait d'une cause nécessitant, à l'évidence, notre soutien. En tant que rapporteur, je souhaiterais tout de même faire deux remarques.

Premièrement, je voudrais relever qu'il nous est arrivé à plusieurs reprises, ces derniers temps, de penser que nous pouvions facilement faire l'économie de débats en commission parce que le sujet semblait aller de soi et que tout était déjà dit au moment où on lisait la proposition. Eh bien, je dois vous dire que ce détour en commission pour étudier la proposition PR-358 nous a donné l'occasion, lors

d'une audition – unique mais très intéressante – de constater que la formulation de la proposition était incompréhensible sur le plan des calculs financiers. Ces calculs étaient tout simplement erronés et on ne retrouvait pas les montants permettant de comprendre comment était constitué, dirais-je, l'ensemble du financement du projet du Village Aigues-Vertes. Comme souvent, c'est grâce à ces débats de commission que nous avons finalement compris comment le tout était ficelé et quel serait le rôle de la Ville, qui, vous l'avez vu à la lecture du rapport, sera actif, puisque nous proposons un financement. Première constatation donc, je crois qu'il est de moins en moins possible de s'épargner un détour en commission, ce détour ne serait-il que très rapide, par l'entremise d'une seule séance. Mais je crois que c'est très important.

Je voudrais souligner également – c'est ma seconde remarque – le caractère urticant, comme l'a dit M. Losio, de cet article 2, parce que, effectivement, la noblesse de la cause nous poussait, bien évidemment, à offrir une confiance peut-être un peu plus large que d'habitude au Conseil administratif lorsque l'on nous disait que les économies seraient trouvées, ou que des recettes supplémentaires étaient prévues au budget ou, en tout cas, apparaîtraient dans les comptes. Je dois bien vous dire, Mesdames et Messieurs, que je m'associe là également au commentaire de M. Losio, parce que ce n'est simplement pas possible de procéder de la sorte et que, malheureusement, il y aura peut-être d'autres projets dont la cause non moins noble ne nous permettra pas de continuer ainsi. J'insiste pour que l'aspect du financement de projets de ce type-là soit travaillé un petit peu plus en profondeur, de manière à ne pas avoir, au final, comme cette proposition le laisse entrevoir, une incertitude et un caractère vague au sujet de la subvention que la Ville accordera.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les deux enseignements à tirer de cet objet. Nous devons, c'est évident, aller dans le sens du rapport et soutenir cette proposition de crédit.

Premier débat

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, mon collègue Muller se joint à moi pour remercier l'ensemble du Conseil municipal de son soutien à Aigues-Vertes. Nous devons soutenir cette fondation, qui doit moderniser ce village qui ne correspond plus aux normes actuelles de la politique en faveur des handicapés.

Comme nous vous l'avons dit dans la proposition – et M. Muller, maire, vous l'a rappelé en commission – une partie sera prise sur le Fonds Zell. Je rappelle que ce fonds provient d'une donation d'une femme qui s'appelait Emma Louise

Zell, venue de Berlin à Genève en 1936, une femme sans papiers – je tiens à le préciser – une Juive, pour échapper aux camps nazis; arrivée sans un sou, elle a été aidée à l'époque par le Service social de la Ville de Genève. A son décès, il y a quatre ans environ, elle a laissé une fortune considérable. Elle s'est souvenue de ce que la Ville de Genève avait fait pour elle et elle a légué 22 millions de francs suisses au Service social de la Ville de Genève en faveur des aînés, comme elle l'a écrit dans son testament. Ce soir, nous pouvons remercier M^{me} Zell – même si elle est au ciel – d'avoir contribué au renflouement d'Aigues-Vertes grâce à son fonds.

Nous venons aussi de recevoir 1,3 million de francs, qui s'ajoutent à ces 22 millions, parce que nous avons gagné dernièrement un procès contre l'ancienne gouvernante de M^{me} Zell. Ce fonds se monte donc maintenant à 23,3 millions de francs. Nous essayons, mon collègue Muller et moi-même, puisque cela concerne généralement le social, de ne pas prendre sur le capital, mais sur les intérêts, qui représentent à peu près 650 000 francs par an. Cela peut donc jouer pour le crédit de 500 000 francs de la proposition.

Vous avez raison de dire, Monsieur le conseiller municipal Hainaut, que l'article 2, rédigé par le Secrétariat général, n'est peut-être pas tout à fait clair. Mais, ce matin, nous en avons discuté lors de la séance hebdomadaire du Conseil administratif, et si nous pouvons prendre en dépassement de crédit, nous le ferons. Si cela pose problème, nous avons décidé de prendre alors le différentiel sur le Fonds Zell. En tous les cas, vous pouvez faire confiance à votre magistrat préféré, il trouvera certainement une solution pour que ce montage financier soit bien ficelé.

Pour terminer, je voudrais relever que certains ont dit parfois – je l'avais entendu avant le renvoi de cette proposition en commission – que des handicapés tels les habitants d'Aigues-Vertes mouraient relativement jeunes. Je vous renvoie alors, Mesdames et Messieurs, à l'article de la *Tribune de Genève* du 23 novembre 2004, intitulé «Les handicapés mentaux vivent de plus en plus vieux», consacré en grande partie à Aigues-Vertes. Il vous prouve que, maintenant, vu les progrès de l'encadrement social et médical et les progrès de la médecine, cette population, à laquelle nous sommes attachés, vit de plus en plus âgée.

Deuxième débat

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté est accepté à l'unanimité.

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 28 du règlement d'application du 31 octobre 1984 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 500000 francs destiné à la participation financière de la Ville de Genève à la rénovation et à l'extension du Village Aigues-Vertes, situé sur la commune de Bernex, sur la presqu'île de Loëx.

Art. 2. – La charge supplémentaire prévue à l'article premier sera couverte par des économies budgétaires sur d'autres rubriques de charges ou par de nouveaux produits 2004 de la Ville de Genève.

Art. 3. – La charge sera portée dans les comptes budgétaires 2004 de la Ville de Genève, sur le compte 365000 «Subventions accordées aux institutions privées», centre de coûts 50075199.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

5. **Motion de M^{mes} Florence Kraft-Babel, Marie-France Spielmann, Claudine Gachet, MM. André Kaplun, Jean-Marc Froidevaux, Pascal Rubeli, Patrice Reynaud et Guillaume Barazzone: «Revalorisation de la chapelle municipale du cimetière des Rois et réalisation d'une barrière autour du parc pour le protéger des fréquentations douteuses, principalement la nuit» (M-491)¹.**

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la valeur patrimoniale historique du cimetière des Rois qui abrite, parmi tant d'autres, les tombes – citées par ordre alphabétique – d'Ernest Ansermet, de Jean Calvin, d'André Chavanne, de James Fazy, d'Emile Jaques-Dalcroze, d'Adrien Lachenal, de Jean Piaget, de Denis de Rougemont, de Henri de Ziegler, etc.;
- le triste état de la chapelle sise en son périmètre, laquelle abrite les vitraux de Théodore Strawinsky, vitraux classés du célèbre peintre;
- la précarité de la barrière entourant le parc qui ne le protège pas efficacement des fréquentations nocturnes douteuses;
- le constat que, bien qu'attendues et demandées par les services de la Ville depuis de nombreuses années, la remise en valeur et la sécurisation de ces lieux ne figurent pas au nombre des projets inscrits au 1^{er} plan financier d'investissement 2004-2015,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à:

- ouvrir un crédit d'étude destiné à étudier les conditions de remise en état de la toiture et de la façade de la chapelle des Rois;
- inclure dans cette étude les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations de chauffage aux normes actuellement en vigueur et les possibilités de sécurisation esthétique et efficace du parc;
- considérer ces travaux au nombre des chantiers prioritaires avant 2015, de manière à rendre rapidement à la chapelle sa vocation de lieu du souvenir, ouverte à toutes formes de recueils et d'hommages;
- rendre au parc son calme et sa paix dans le respect de ceux qui ont œuvré pour le rayonnement de Genève;
- rendre aux lieux la dignité qu'ils méritent.

¹ Annoncée, 1696.

M^{me} Claudine Gachet (R). Mesdames et Messieurs, le cimetière des Rois, nommé également cimetière de Plainpalais, est le Panthéon des personnalités genevoises pendant la journée et le Panthéon de la drogue pendant la nuit. Cela, nous ne pouvons pas le tolérer. Un des points soulevés dans la motion est la précarité des barrières entourant le parc: pour qu'elles soient efficaces, leur hauteur devrait être de 2,5 m au moins, car, du côté des murs longeant Artamis et du côté de la rue du Stand, n'importe qui peut les escalader. Ni la chapelle ni le parc n'échappent aux déprédations, tags, vitres brisées, lierre arraché pour retrouver de la drogue cachée dans les murs, et j'en passe. C'est tout simplement scandaleux et nous devons réagir, Mesdames et Messieurs!

Savez-vous que la chapelle a été construite le 20 janvier 1956 et qu'elle a au moins trois fonctions? D'abord, c'est un lieu de cérémonie pour tous, que ce soit pour un culte, une messe, une absoute, une cérémonie bouddhiste ou hindouiste; on en compte une trentaine environ par année. Il y a également des chambres mortuaires, où sont déposés les corps des défunts – une septantaine par année – que l'on peut veiller. On trouve aussi la loge du cimetière, où une personne dépêchée par le Service municipal des pompes funèbres et cimetières répond et organise les cérémonies. Concernant cette chapelle, nous demandons un crédit d'étude, car la toiture n'est pas étanche et le système de chauffage et de refroidissement des chambres doit être refait. Nous craignons en outre que les magnifiques vitraux de Théodore Strawinsky et de Jacques Wasem se détériorent.

Pour toutes ces bonnes raisons, Mesdames et Messieurs, le groupe radical vous demande d'accepter cette motion et de la renvoyer au Conseil administratif.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Je pense qu'il n'est pas inutile de prêter un moment d'attention à ce lieu nommé actuellement le Panthéon genevois, qui est le cimetière des Rois, et notamment aux installations qui s'y trouvent, la chapelle elle-même et les sous-sols – M^{me} Gachet en a parlé. Je vais un peu élargir les considérations autour de ce lieu, très cher aux Genevois. Des personnalités qui ont fait le rayonnement de Genève y reposent pour l'éternité et une jeune association, nommée L'Esprit de Genève, a eu l'heureuse idée d'éditer – avec, semble-t-il, l'appui des conseillers administratifs, que je remercie à cette occasion – un plan des sépultures, dont nous pouvons enfin connaître les noms. Il est vrai que ce livre, également édité par nos services, contient nombre d'informations très intéressantes sur l'histoire de la cité.

Dans un certain sens, il s'agit certes du Panthéon genevois, mais c'est aussi un lieu de promenade, de méditation, de verdure et de pause, et un lieu où les enfants passent quand ils vont de l'école à leur cours de musique – le Conservatoire est tout près – ou quand ils rentrent dans leurs familles. Si le cimetière des Rois est un lieu connu, on est peut-être moins attentif à sa chapelle. Hasard ou

coïncidence, j'ai eu l'occasion de m'y retrouver à diverses reprises ces derniers mois. La première fois, c'était à l'occasion d'un recueillement organisé par le magistrat Tornare pour la revalorisation de la tombe de Rosemonde Bouffard, un moment dont je garde un souvenir magnifique de dignité et de sobriété. Il est vrai que nous n'avons pas eu besoin d'utiliser la chapelle, mais nous étions d'accord, voyant cet édifice, qu'il n'était pas à la hauteur de ce qu'on peut attendre d'un lieu qui abrite autant de personnalités.

Ce bâtiment nous laisse l'impression d'être abandonné, tant il est gris, sale, un peu sinistre, cafardeux. En passant devant, j'avoue sincèrement avoir plusieurs fois eu l'idée qu'il n'avait plus sa raison d'être et j'attendais le moment que l'on fasse enfin une construction digne de la mémoire de ceux qui reposent dans le cimetière des Rois, jusqu'au jour où, par le fait de mon métier d'organiste, j'ai été appelée à jouer pour l'ensevelissement de M^{me} Strawinsky, un nom musical qui a tout de suite éveillé ma curiosité. J'ai pris contact avec la famille et j'ai appris que M. Théodore Strawinsky n'était pas musicien, comme son nom pouvait le laisser supposer, mais peintre, fils du musicien. Son épouse souhaitait que ses obsèques aient lieu à la chapelle des Rois, pour que son cercueil repose au pied du vitrail de son défunt époux. Alors, évidemment, et la circonstance est assez extraordinaire, le fils de Strawinsky n'a pas voulu être musicien – c'était son choix – mais il est devenu non seulement peintre, mais vitrier. Il a figuré des sujets sacrés, catholiques, des valeurs chrétiennes, et ses vitraux sont désormais classés et abrités dans la chapelle des Rois, ce qui en fait, pour nous, un patrimoine culturel. Les questions se sont enchaînées les unes après les autres à partir de cet événement!

Nous avons pris contact avec les services de la Ville pour savoir ce qu'il fallait faire au plus urgent pour donner à cette chapelle – comment dire? attractivité n'est pas le mot quand on va dans un cimetière... – au minimum une certaine propreté. Nous avons eu alors d'assez mauvaises surprises, hélas, en apprenant que le bâtiment, pour diverses raisons, était triste à voir esthétiquement, notamment en raison d'un choix des couleurs pas très heureux. On mettait autrefois le gris pour les cimetières et, aujourd'hui, on le choisit pour les décors de théâtre! Enfin, chacun ses goûts, mais il est vrai que nous préférons que ce soit plus clair. Nous avons aussi appris, et c'est beaucoup plus grave, que la pente de la toiture était insuffisante pour assurer l'écoulement des eaux en cas d'intempéries, si bien que des fissures sont apparues et que vous voyez actuellement des bidons à l'intérieur des halls pour recueillir les eaux de pluie de l'intérieur. C'est évidemment fâcheux et il est nécessaire que nous nous intéressions à cette situation.

Je vous conseille, Mesdames et Messieurs, d'aller voir un jour dans votre vie ces installations. Evidemment, ce n'est pas forcément la visite la plus gaie que nous puissions faire, mais elle est néanmoins extrêmement intéressante. Vous apprenez que les sous-sols abritent des équipements que le centre funéraire de Saint-Georges n'a pas, à savoir des chambrettes particulièrement bien adaptées

pour veiller les défunts, comme on le fait dans certaines traditions. D'autre part, il existe aux Rois une installation plus technique, des frigidaires particulièrement performants qui permettent de conserver des corps pendant une durée allant jusqu'à six mois en cas de recherche d'identité. Pour cette raison-là, ces installations, uniques – je le rappelle: elles n'existent pas à Saint-Georges – sont indispensables. La mécanique de chauffage et de réfrigération montre des signes de vieillissement évident et elle tombe en panne, ce qui n'est pas acceptable dans le cas particulier. Raison de plus pour laquelle nous avons pensé qu'il est nécessaire que notre Conseil s'intéresse assez rapidement à ces lieux.

Quand on pose une question, vous le savez maintenant, Mesdames et Messieurs, on ne reçoit pas seulement l'information sur la question posée, mais sur toutes sortes d'autres soucis. Les employés qui nous ont reçus aimablement sur les lieux nous ont fait part d'un certain nombre de problèmes qu'ils rencontraient dans l'exercice de leurs fonctions, notamment au sujet de leur travail, déjà bien assez pénible. Je crois que nous devons tous avoir une pensée de solidarité à l'égard de ces personnes à l'œuvre dans ce service. On ne connaît ni le jour ni l'heure, et eux, ils ne connaissent pas d'horaires, ni le jour ni l'heure... Ils doivent intervenir chaque fois très rapidement, dans l'urgence – ils ne vivent que cela – et voilà qu'ils sont confrontés, au cimetière des Rois, au problème de leur propre sécurité: ils ont beaucoup de peine à faire respecter le règlement des cimetières, qui prévoit la fermeture des portes à 17 h et leur réouverture le lendemain matin à 9 h. Entre-temps, le cimetière est complètement protégé. Or nous avons appris que, depuis maintenant un certain nombre de mois, voire d'années, le jardinier qui assure le matin l'entretien du cimetière trouve des seringues et des sachets des caninettes, qui ont une destination pourtant précise... On imagine bien, les chiens n'étant pas admis dans les cimetières et sachant qu'ils ne peuvent pas y entrer la nuit, que ces sachets n'ont pas été utilisés à leurs fins naturelles... Il n'est pas besoin d'avoir suivi une longue formation policière pour comprendre qu'il se passe autre chose sur les tombes, la nuit, que la simple visite des esprits et des fantômes de ceux qui y sont enterrés!

Par conséquent, je crois que nous avons le devoir de faire en sorte que les employés de notre municipalité travaillent dans des conditions acceptables et que le règlement que nous leur avons donné soit respecté. Je ne voudrais pas ouvrir le débat sur la barrière, car c'est, de ma part, par méconnaissance d'un certain passé au sujet de la protection de ce cimetière, que j'ai mis ce mot. En effet, j'ai appris récemment qu'un débat a déjà eu lieu, au cours de la précédente législature, sur une éventuelle barrière. La sécurité des employés et comment empêcher l'entrée du cimetière la nuit...

La présidente. Madame Kraft-Babel, je dois vous demander de conclure rapidement, s'il vous plaît.

M^{me} Florence Kraft-Babel. Oui, excusez-moi... est une question de spécialistes. Néanmoins, et j'aimerais insister – c'est une note un peu personnelle – sur le côté esthétique, qui, outre la sécurité, est une préoccupation qui ne date pas d'aujourd'hui. En préparant cette intervention, j'ai découvert dans cet excellent plan des sépultures des Rois qu'on avait interrogé, en 1875, un professeur de botanique, le professeur Jacques Brun, sur l'opportunité de laisser ce cimetière à Plainpalais, au moment où il était question de le déplacer à l'extérieur de la ville. Il avait fait une expertise chimique sur les terrains proposés pour l'établissement d'un nouveau cimetière à Genève, et ses conclusions sont à ce point surprenantes que je ne résiste pas à les partager avec vous...

La présidente. Madame Kraft-Babel, il faudra pourtant conclure!

M^{me} Florence Kraft-Babel. C'est la dernière frappe, Madame la présidente... Le terreau de Plainpalais résorbait particulièrement bien les corps ensevelis et le mélange de ce terreau permettait le développement et la diversité de l'arborescence. Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, nous souhaitons qu'un jour sécurité, beauté, esthétique soient réunies. (*Applaudissements.*)

M. Pascal Rubeli (UDC). Que dire, après un tel plaidoyer, une telle démonstration, une telle explication, si ce n'est exprimer une des inquiétudes de notre groupe? Dans le cas d'espèce, il s'agit, en fait, du troisième considérant de la motion. Ne parlons pas de technique concernant la barrière, mais de ce qui nous intéresse particulièrement, c'est-à-dire des accès extrêmement faciles de nuit, alors qu'ils sont interdits, du côté d'Artamis ou de l'Hôtel des finances, voire à l'entrée. Nous devons trouver une solution qui permette de protéger l'intérieur de ce cimetière et d'empêcher pour le moins ces accès abusifs. Les employés nous ont dit clairement que c'est un véritable problème de salubrité et de sécurité pour eux. C'est la raison pour laquelle nous vous incitons, Mesdames et Messieurs, de manière très forte, à voter cette motion.

M^{me} Marie-France Spielmann (T). Mesdames et Messieurs, notre groupe a aussi souscrit à cette motion, car nous pensons que ce lieu doit rester un lieu de dignité. C'est un parc pour les habitants du quartier, un lieu de détente pour les fonctionnaires de l'Hôtel des finances et beaucoup de visiteurs étrangers le parcourent. Par l'étude de diverses pétitions du quartier, nous savons qu'il y a un problème de voisinage avec les animations qui se déroulent sur la parcelle d'à côté. Nous demandons donc au magistrat que le calme et la paix de cet endroit

soient respectés. Il est vrai que nous n'avons rien trouvé pour la remise en état de la toiture dans le 1^{er} plan financier d'investissement 2004-2015, mais je pense que le magistrat envisage de faire ces travaux en passant par les crédits d'entretien de notre patrimoine. C'est dans ce sens que nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de renvoyer cette motion au Conseil administratif.

Préconsultation

M. Roman Juon (S). On peut comprendre le souci des motionnaires, du reste fort bien défendu par M^{me} Kraft-Babel, mais j'ai néanmoins une grande inquiétude par rapport à cette motion. Avec la motion M-503, c'est la fermeture des préaux, ici, c'est la fermeture, d'une façon ou d'une autre, du cimetière. On peut continuer ainsi, fermer la plaine de Plainpalais, fermer tous les parcs – ce n'est pas difficile pour certains – fermer les Bastions – c'est encore beaucoup plus facile – mais, ensuite, que ferons-nous? Nous ne résoudrons pas de cette manière le problème de la drogue dans le canton de Genève. Je crois donc qu'il faut aussi faire confiance à ceux qui travaillent dans ce domaine. En revanche, on peut toujours imaginer une forme de surveillance à exercer et la police municipale pourrait assurer ses heures du soir dans ce cimetière, par exemple, ce qui serait déjà une première étape. A mon avis, il faut faire très attention avec ces problèmes de fermeture, et c'est pour cette raison que le Parti socialiste refusera cette motion.

M. Roberto Broggin (Ve). Mesdames et Messieurs, permettez-moi une petite observation avant le renvoi de cette motion à la commission des travaux, car, effectivement, un certain travail – d'ailleurs prévu dans le plan financier d'investissement 2004-2015 – doit être fait pour cette chapelle municipale. Je voudrais tout de même faire une remarque sur le titre de la motion, que je vous relis: «Revalorisation de la chapelle municipale du cimetière des Rois et réalisation d'une barrière autour du parc pour le protéger des fréquentations douteuses, principalement la nuit». Vous m'expliquerez alors comment vous allez faire la journée avec ces fréquentations douteuses, parce que j'ai un peu de peine dans la compréhension de l'intitulé de cette motion... Nous voulons bien considérer certaines interventions, notamment au niveau thermique et au niveau des énergies, et un petit lifting ferait certainement du bien à cette chapelle.

Vous avez parlé de fréquentations douteuses, et votre manière de le mettre dans le titre de cette motion nous paraît un petit peu lourde; elle participe de cette dérive que nous constatons de plus en plus, cette crainte de l'autre, cette fermeture, cet isolement des uns par rapport aux autres. Cela nous fait peur, ou – plutôt – nous inquiète. Mais, cette réserve faite, nous renverrons tout de même cette motion en commission des travaux.

M. Bruno Martinelli (AdG/SI). Notre groupe de l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) souhaite aussi renvoyer cette motion à la commission des travaux. Nous partageons la préoccupation du Parti socialiste lorsqu'il s'agit de la fermeture de lieux publics, comme c'est demandé ici. M. Juon a mentionné la fermeture des préaux et on réclame maintenant celle d'un cimetière. Mais que voudra-t-on fermer ensuite? Nous ne partageons pas cette idée sécuritaire de protéger absolument toutes les enceintes, même au-delà du raisonnable. D'ailleurs, je trouve que, pour une motion, la définition «fréquentations douteuses» est franchement un peu limite. Cela dit, je le répète, nous sommes d'avis de faire ce débat en commission des travaux, où nous voulons renvoyer cette motion.

M^{me} Claudine Gachet (R). J'aimerais juste réagir après l'intervention des deux préopinants. Je pense qu'il est important d'arrêter de banaliser l'insécurité à Genève, et j'aimerais bien que soit pris en considération ce que les citoyens nous disent et nous rapportent. Je sais que le magistrat y est attentif, mais je souhaite que cela soit pris en compte et qu'on cesse de banaliser dans cette enceinte.

M. Pascal Rubeli (UDC). J'aimerais également revenir sur cet aspect sécuritaire dont on parle beaucoup. (*Remarque de M. Dupraz.*) Mais il ne s'agit pas, dans le cas d'espèce, d'un préau d'école, où on pourrait admettre qu'il n'y a personne la nuit. Vous me direz que, la nuit, il n'y a personne non plus dans un cimetière, sinon les morts, et la paix des morts. (*Exclamations.*) Mais oui, c'est ainsi, et cela fait tout de même une différence si ces fréquentations dites douteuses sont dans un préau, où il n'y a personne, ou dans un cimetière. Il y a là un aspect éthique, un aspect de comportement, et on doit protéger ce cimetière des Rois d'une manière tout de même particulière, en tout cas au plan de l'esprit.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Oui, Monsieur le conseiller municipal Rubeli, vous avez raison: une société qui honore ses morts est une société qui respecte ses vivants. Il n'y a pas d'exemple contraire. Ce lieu était un hôpital pour pestiférés, avant 1536, et ils y étaient enterrés. Si cela donne du bon terreau, Madame Kraft-Babel – je vous félicite pour votre intervention – je n'en sais rien... Mais il s'agit de notre Panthéon.

Le Conseil administratif essaie, dans plusieurs domaines, de revaloriser ce cimetière pour en faire un véritable Panthéon. Vous savez qu'on a essayé de convaincre, l'année passée, la famille Viera de Mello d'enterrer le haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, malheureusement assassiné en Irak, au cimetière des Rois. Je crois que la famille nous a été très reconnaissante de

tout ce que nous avons fait pour elle. Nous sommes aussi en train de rapatrier certains corps et des cendres qui sont dans d'autres cimetières, dont Ferdinand Hodler prochainement. Je suis en discussion avec la famille de Dinu Lipatti, enterré à Chêne-Bourg, certainement l'un des plus grands pianistes du monde depuis Chopin, M^{me} Kraft-Babel ne me contredira pas. Vous savez qu'on a aussi enterré dernièrement, à la demande du chancelier Schröder, un Prix Nobel de la paix en 1927, Ludwig Quidde. Vous ne le connaissez peut-être pas, mais c'est un social-démocrate qui a dû fuir le régime nazi en 1933 et qui a vécu à Genève. Je salue sa fille, qui vit toujours à Saint-Jean, et qui doit nous écouter ce soir. Nous poursuivrons dans ce sens, parce qu'il faut que ce soit un vrai Panthéon, avec le respect dû à toutes les personnes, souvent empreintes de l'esprit de Genève, tel Sergio Viera de Mello, qui ont œuvré, directement ou indirectement, pour notre Ville.

Autre domaine encore, la revalorisation du cimetière au niveau des bâtiments et, finalement, de l'enceinte, dont je parlerai dans un troisième temps. Au sujet de la chapelle – je vous l'avais dit, Madame Kraft-Babel – nous étudions, depuis une année environ, mon collègue Ferrazino et moi, avec nos services respectifs, une proposition de crédit d'étude qui sera pris, Madame Spielmann, sur la ligne entretien. Voilà pourquoi cela ne figure pas dans le plan d'investissement, mais c'est prévu, car – je partage votre avis – au point de vue de l'esthétique et du confort, cette chapelle est un peu crapoteuse, elle est vraiment très laide et démodée à l'extérieur, et, à l'intérieur, on nous le dit assez, elle ne présente pas tout ce que l'on peut exiger actuellement en matière d'offre pour les services.

J'arrive maintenant au troisième point, l'enceinte du cimetière. Nous y avons réfléchi, mon collègue Ferrazino et moi-même, et vous savez que, dernièrement, j'ai fait rehausser, en attendant, la barrière qui se trouve du côté de la *Tribune de Genève*, pour empêcher les escalades la nuit. Mais les jeunes ou les moins jeunes qui veulent se droguer ou s'adonner à des exhibitions nocturnes dans le cimetière passent par Artamis. Une extension du cimetière des Rois sur le site Artamis est également prévue, on vous l'a dit en commission, je crois. C'est peut-être du moyen terme, mais j'ai discuté avec mon collègue Ferrazino et avec le Service des pompes funèbres et cimetières pour faire en sorte qu'on remette des grilles beaucoup plus esthétiques et dissuasives du côté de la *Tribune de Genève* et qu'on refasse éventuellement le portique néoclassique – peut-être en moins pompeux, vous le trouvez dans le bouquin déjà mentionné ce soir – qui existait jusqu'au début des années 1930. On conciliera ainsi esthétique et sécurisation de ce Panthéon genevois.

Je suis aussi de l'avis de Roman Juon et je pense qu'il faut veiller à ne pas confondre les effets et les causes dans le domaine de la violence, comme on le fait malheureusement trop souvent. Il faut intervenir sur les causes de la drogue et certains services cantonaux devraient agir d'une manière beaucoup plus efficace et efficiente dans les quartiers et ne pas demander à la Ville, une fois de plus,

d'agir sur les effets. Nous le faisons, M^{me} Gachet l'a dit, et la Délégation à la jeunesse a réussi à faire baisser la tension et la violence dans certains quartiers, mais, vous le savez, nos moyens sont limités et nous ne pouvons pas tout faire.

En conclusion, je vous invite, Mesdames et Messieurs, à voter cette motion. Elle va vraiment dans le sens du travail entrepris en coulisses depuis une année avec mon collègue Ferrazino, travail qui verra le jour dans les commissions très prochainement, je peux vous l'assurer.

Mise aux voix, la prise en considération de la motion est acceptée par 63 oui contre 1 non (3 abstentions).

Mis aux voix, le renvoi à la commission des travaux est refusé par 41 non contre 11 oui (9 abstentions).

La motion est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à:

- ouvrir un crédit d'étude destiné à étudier les conditions de remise en état de la toiture et de la façade de la chapelle des Rois;
- inclure dans cette étude les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations de chauffage aux normes actuellement en vigueur et les possibilités de sécurisation esthétique et efficace du parc;
- considérer ces travaux au nombre des chantiers prioritaires avant 2015, de manière à rendre rapidement à la chapelle sa vocation de lieu du souvenir, ouverte à toutes formes de recueils et d'hommages;
- rendre au parc son calme et sa paix dans le respect de ceux qui ont œuvré pour le rayonnement de Genève;
- rendre aux lieux la dignité qu'ils méritent.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

6. Motion de MM. Guillaume Barazzone, Jean-Charles Lathion, Pierre Maudet, Michel Ducret, René Winet, Jean-Marie Hainaut, Patrice Reynaud, Alexis Barbey et M^{me} Alexandra Rys: «Genève doit retrouver son casino!» (M-493)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- qu'en 2001 la Confédération n'a pas octroyé de concession à la Ville de Genève pour l'exploitation d'un casino de type A ou B;
- que l'impossibilité d'exploiter une maison de jeu sur le territoire de la Ville de Genève prive la municipalité d'importantes recettes fiscales;
- que l'implantation d'un casino permettrait la création de nombreux emplois sur le territoire de la Ville de Genève;
- que l'ancienne Société d'exploitation du Casino de Genève SA (SECSA) alimentait une fondation de droit privé, dénommée Fonds culturel de Genève, dont le but était de soutenir financièrement à Genève des institutions, associations, fondations et manifestations culturelles d'intérêt cantonal, régional, national qui ont besoin d'un apport de fonds complémentaire pour équilibrer leur budget;
- que le financement d'institutions culturelles d'intérêt cantonal, notamment le Grand Théâtre ou le Musée d'art moderne et contemporain (Mamco), doit être assuré et que le Conseil administratif envisage de construire de nouveaux édifices culturels d'importance régionale (Musée des cultures, Maison de la danse, nouvelle Comédie);
- qu'il serait souhaitable qu'un nouveau «fonds culturel» puisse être alimenté à l'avenir;
- que 81% des citoyens genevois se sont prononcés, en mars 1993, en faveur de l'arrêté fédéral supprimant l'interdiction des maisons de jeu;
- que, à ce jour, il n'existe pas moins de cinq maisons de jeu situées en France à proximité de la frontière suisse (Divonne, Evian, Saint-Julien-en-Genevois, Annemasse et Annecy);
- que, selon la Fédération suisse des casinos, les maisons de jeu ont globalement généré, en 2003, un produit brut des jeux supérieur aux projections et que ce dernier devrait encore afficher une forte croissance en 2004;

¹ Annoncée, 1696.

- que les lignes directrices du 23 décembre 1999 de la politique du Conseil fédéral en matière de concessions relatives aux maisons de jeu prévoyaient «l’implantation des grands casinos (type A) de préférence dans les agglomérations et en particulier dans les zones frontalières du pays»;
- que le Département fédéral de justice et police écrivait, le 25 octobre 2001, dans une note destinée à la presse à propos de la consolidation du marché des maisons de jeu qu’«il est important aux yeux du Conseil fédéral que le marché des maisons de jeu se consolide dans les années à venir. Il souhaite dès lors qu’une observation du marché ait lieu. Sur la base de ces observations, une deuxième phase d’examen de concessions pourrait ensuite intervenir. Elle est prévue après un délai de cinq ans.»;
- que l’information selon laquelle des concessions fédérales pour exploiter et implanter une maison de jeu seront redistribuées en 2006 a été confirmée par la presse (journal *Le Temps* du 17 juin 2004, page 2);
- que la concurrence en vue d’obtenir une concession sera forte, car le nombre de licences attribuées sera faible;
- que déjà, en Suisse, des projets futurs de construction de casinos ont reçu le soutien des autorités locales;
- que, en vertu de l’article 13 de la loi fédérale sur les maisons de jeu, «une concession ne peut être octroyée que si le canton et la commune d’implantation y sont favorables»;
- que, en définissant un calendrier et un cahier des charges, la Ville de Genève peut fixer un cadre à l’activité de privés,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à déployer, dès à présent, tous les efforts en vue d’obtenir pour la Ville de Genève, en 2006, une concession fédérale d’exploitation et d’implantation d’une maison de jeu de type A ou B.

M. Guillaume Barazzone (DC). Je vous remercie, Madame la présidente, de me donner l’occasion de développer cette motion intitulée «Genève doit retrouver son casino!». Vous n’êtes pas sans savoir, Mesdames et Messieurs, que le peuple suisse, en 1993, s’est prononcé à la quasi-unanimité en faveur de l’arrêté fédéral supprimant l’interdiction des maisons de jeu, permettant ainsi l’ouverture de casinos sur le territoire helvétique. Une dizaine d’années après le vote, le Conseil fédéral a alloué une vingtaine de concessions de type A – grands casinos – et de type B – plus petits casinos. Ainsi, différentes communes ou collectivités publiques ont obtenu, avec des groupes privés, une concession pour l’exploitation d’un casino.

Vous n’êtes pas sans savoir, Mesdames et Messieurs, qu’en 2001 la Commission fédérale des maisons de jeu n’a malheureusement pas attribué de concession

à la Ville de Genève pour exploiter son casino. Ce non-renouvellement de fait de la concession a eu des conséquences fort dommageables, à savoir que la Ville a été privée d'un certain nombre de recettes fiscales importantes qui, je vous le rappelle, alimentaient le Fonds culturel de Genève – placé sous la responsabilité de l'Etat et de la Ville de Genève – qui finançait un certain nombre d'institutions culturelles, telles que le Mamco ou le Grand Théâtre. Une autre conséquence néfaste du non-renouvellement de la concession fédérale en Ville de Genève fut la perte d'un certain nombre d'emplois. Mais je crois qu'il serait aujourd'hui contre-productif de remuer le couteau dans la plaie, de verser du sel sur des cicatrices qui ne sont pas encore refermées pour certains et certaines d'entre nous. Il faut néanmoins rappeler ce soir un élément très important: ce Fonds culturel était alimenté chaque année par des millions de francs qui provenaient des recettes du Casino, qui, je vous le rappelle, était propriété de la Ville de Genève, puisque la Ville était actionnaire de la Société d'exploitation du Casino de Genève SA (SECSA).

Mesdames et Messieurs, le Conseil fédéral, en 2001, lorsqu'il a attribué les concessions, a dit ceci dans une note adressée à la presse: «Il est important aux yeux du Conseil fédéral que le marché des maisons de jeu se consolide dans les années à venir. Il souhaite dès lors qu'une observation du marché ait lieu. Sur la base de ces observations, une deuxième phase d'examen de concessions pourrait ensuite intervenir. Elle est prévue après un délai de cinq ans.» Ce délai de cinq ans est fixé à 2006. Dernièrement, la presse s'est fait l'écho des résultats qui sont tombés, très encourageants, puisque les produits bruts des maisons de jeu sont supérieurs aux projections et qu'on prévoit pour l'année prochaine une forte croissance de ce chiffre.

Aujourd'hui, quel est l'intérêt de cette motion? C'est que la Ville de Genève, d'une part, puisse réalimenter le Fonds culturel qui n'est plus, malheureusement, au bénéfice des recettes du Casino et que, d'autre part, elle retrouve un casino sur son territoire, dans son intérêt. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, tous partis politiques confondus, nous devons soutenir notre Conseil administratif pour qu'il puisse, dès à présent, entreprendre tous les efforts pour que la requête d'une concession fédérale d'exploitation d'une maison de jeu allouée par le Conseil fédéral trouve un bel écho à Berne. Il faut que le dossier soit solide et, pour ce faire, que la Ville de Genève puisse définir des conditions-cadres et négocier avec des groupes de privés, puisque, à notre sens, la collectivité publique ne doit plus s'amuser à gérer les casinos, mais doit en déléguer la gestion à un privé. La Ville, en tant que collectivité publique appelée à donner son accord au projet de maison de jeu, devra négocier avec le groupe privé pour que ce groupe, par hypothèse, fournisse la construction d'une salle de spectacle – et je prends là l'exemple de ce que la Ville de Fribourg a obtenu du groupe privé avec lequel elle traitait. On peut imaginer que le casino réserve un certain pourcentage de son chiffre d'affaires à la culture en alimentant le Fonds culturel de Genève.

Mesdames et Messieurs, deux casinos ont dû fermer, des petits casinos de montagne. La presse a confirmé cet été que le Conseil fédéral allait attribuer, par le biais de la Commission fédérale des maisons de jeu, des concessions d'exploitation. Par conséquent, je crois que nous devons miser tous ensemble sur une maison de jeu pour le territoire de la Ville de Genève, en vue d'alimenter le Fonds culturel – qui ne l'est plus. Nous devons nous unir pour remporter la mise!

(La présidence est reprise par M. Gérard Deshusses, président.)

Préconsultation

M. Jacques Mino (AdG/SI). Le groupe de l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) avait déjà eu l'occasion de dire, à la commission ad hoc Casino, qu'il n'était pas dans son programme politique de favoriser l'éclosion de casinos. Nous sommes toutefois touchés de l'attention de la droite, qui se préoccupe d'alimenter les fonds de la Ville, et nous serions heureux que cette même droite dise à ses représentants au Grand Conseil de cesser de proposer des baisses d'impôts, même si, souvent, la population suit, parce que nous préférons... *(Applaudissements.)* Nous trouvons plus juste, plus efficace et plus transparent de demander que les impôts soient payés en fonction des revenus et de la richesse. Nous ne voyons pas pourquoi il faut aller chercher l'argent de la culture à travers des casinos.

Cela dit, nous pensons qu'inciter la population à miser sur des jeux de hasard pour gagner de l'argent, que ce soit en Bourse ou au casino, n'est pas plus sain. Enfin, du point de vue de la santé publique, j'imagine que vous avez lu les chiffres parus dans nos journaux, hier et avant-hier: 50 000 personnes toxicomanes du jeu! Alors, je comprends mal que ceux qui nous gavent sans arrêt – tout à l'heure encore à propos du cimetière des Rois – de textes sur les toxicomanes, nous proposent d'augmenter le taux de toxicomanie dans la population, ce qui nous coûte très cher en termes de santé publique.

Pour ces raisons-là, qui ne sont pas morales mais politiques, notre groupe de l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) refusera cette motion. *(Applaudissements.)*

M^{me} Sandrine Salerno (S). Le Parti socialiste aura la même position que l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) sur ce dossier, c'est-à-dire le refus d'entrer en matière sur cette motion, avec des arguments assez proches de ceux que M. Jacques Mino vient de donner.

Je vous rappelle d'abord que, pour nous socialistes, il est important d'apprendre des erreurs du passé. L'histoire du casino a été douloureuse pour la collectivité, puisqu'elle a nécessité une étude en commission qui a duré près de deux ans, avec un rapport particulièrement fourni rédigé par notre ancien collègue M. Georges Breguet. Cette mission nous a appris, entre autres choses, que ce n'est pas à une collectivité publique de gérer un casino, en tout cas pas comme on l'a fait, dans des conditions inadéquates, peu transparentes et que nous avons décriées, à gauche comme à droite. Je me souviens de cette séance spéciale que le Conseil municipal avait consacrée à l'affaire du Casino, et notamment de certains représentants que je vois ce soir signataires de cette motion, qui avaient eu, aussi bien dans la presse que dans cette enceinte, des mots forts, violents, parfois très durs à l'égard du Conseil administratif et, surtout, de son délégué, président de la SECSA, M. André Hediger. Nous avons donc de la peine à comprendre, ce soir, pourquoi ces mêmes représentants – on pense notamment aux libéraux, mais peut-être davantage aux radicaux, qui avaient lancé l'expression la «cacade du Casino» – ont jugé bon de proposer, peu de temps après, une motion allant dans ce sens, alors que nous retenons de l'expérience municipale qu'il vaut mieux traiter avec beaucoup de prudence ce genre de sujet.

Cette prudence est d'autant plus nécessaire que le jeu crée des *addicts*. Ces personnes sont des malades et elles sont soignées, mais cela prend du temps et de l'énergie. En termes de santé publique, ce n'est certainement pas le rôle d'une municipalité d'encourager ce type de dépendance. C'est donc là une raison supplémentaire, sinon la raison principale, de dire non, celle qui, finalement, nous conduit à ne pas voter cette motion, que nous sommes particulièrement étonnés, voire chagrinés de voir inscrite à notre ordre du jour.

Pour nous, socialistes, la logique du fonctionnement d'une municipalité, d'une collectivité publique, c'est d'avoir de l'argent de manière claire et transparente par le biais des impôts, qui financeront des biens, des services et des prestations à la population. C'est ainsi qu'on gère de manière judicieuse les affaires du plus grand nombre dans la République, et certainement pas en ouvrant des maisons de jeu, voire d'autres choses, n'est-ce pas... Nous dirons donc non à cette motion, qui nous semble totalement incongrue et qui démontre en tout cas le peu de prospective, de perspective intelligente de certains partis lorsqu'il s'agit de faire rentrer de l'argent.

M. Pierre Maudet (R). Je tiens à saluer la brillante autocritique que l'on vient d'entendre dans la bouche de la représentante socialiste: favoriser les sorties au détriment des recettes, c'est bien ce que nous vous reprochons ce soir, si vous n'entrez même pas en matière sur cette motion, puisque, une fois de plus, on se

retrouve dans la configuration classique. Nous sommes les premiers à le déplorer: nous avons une droite créative en matière de richesses et une gauche créative en matière de dépenses... (*Exclamations.*) La préopinante socialiste vient elle-même de le souligner.

Je suis d'autant plus atterré, Mesdames et Messieurs, à l'écoute des propos que je viens d'entendre, que je me souviens de la configuration d'il y a cinq ou six ans, quand un maire ou un conseiller administratif d'extrême gauche présidait le conseil d'administration du Casino. A l'époque, vous étiez, Mesdames et Messieurs les représentants de l'extrême gauche, un peu moins gênés aux entournures pour vous occuper de ces maisons de jeu. De même, on vous entend peu sur les gains produits par les loteries, qui sont, elles aussi, des jeux de hasard permettant de financer la culture, le sport et le social. Si on suivait le raisonnement de M. Mino tout à l'heure, on devrait abandonner tous ces gains-là. Mais ce serait bien dommage, parce que, je le répète, un certain nombre d'activités culturelles, sociales et sportives que la Ville de Genève contribue à mettre sur pied fonctionnent grâce à eux.

On vous entend également un peu moins – vous n'êtes pas à une contradiction près! – sur les taxes que vous voulez créer sur les spéculations boursières ou autres, qui sont aussi, finalement, une forme de jeu. Là, en revanche, l'idée de réaliser ce type de taxes vous enchante. Je crois qu'on peut retourner à votre endroit les contradictions qu'on nous reproche, parce que nous n'avons pas le monopole en la matière.

Alors, Mesdames et Messieurs, que vous proposons-nous ce soir? Mon collègue Barazzone ne l'a pas dit tout à l'heure, nous ne vous demandons évidemment pas de renvoyer cette motion à M. Hediger, pour qu'il la traite... Non, nous vous proposons de la renvoyer en commission des finances en vue de l'étudier, pour faire précisément cette prospective, pour que nous soyons sans états d'âme pour dire oui ou non quand nous déposerons notre demande de concession fédérale, la question ayant été sereinement étudiée au préalable en commission. Nous n'avons jamais dit, au moment du scandale du Casino, il y a trois ans, que nous ne reviendrions pas sur la question. Au contraire, nous avons toujours affirmé que nous retiendrions un certain nombre de leçons, au nombre desquelles – c'est vrai, je vous le concède, Madame Salerno – celle qui nous conduit à constater que l'exploitation d'un casino majoritairement en mains publiques n'est pas une bonne idée. Mon collègue Barazzone vient de le dire, nous privilégions à la base, et c'est inscrit dans cette motion, l'idée de confier les risques à des privés. Je prends l'excellent exemple de la Ville de Lucerne, qui réalimente un fonds culturel à travers son casino, lequel dispose de deux concessions, une concession d'implantation et une concession d'exploitation. La concession d'implantation reste en main de la collectivité locale, la Ville de Lucerne, qui a une part majori-

taire et qui décide finalement de l'implantation du casino. La concession d'exploitation, elle, relève d'un groupe privé, qui assume les risques liés à cette exploitation.

Je prétends pour ma part – et, avec moi, le Parti radical et les groupes qui nous entourent – qu'il est intéressant de traiter cette question en commission des finances pour voir si cela vaut la peine d'expérimenter cette formule qui marche dans d'autres communes. Quant au débat sur le jeu, Mesdames et Messieurs, le canton de Genève est entouré de casinos français qu'on engraisse à tour de bras... Nous pouvons bien alors nous poser la question éthique, morale, de savoir si nous voulons, oui ou non, être à l'origine d'une maison de jeu. Mais en réalité – comme dans le débat sur les cellules souches – quand on ferme les yeux parce qu'on ne veut pas savoir ce qui se passe chez soi, les gens vont ailleurs, et le nombre de personnes touchées par les pathologies liées au jeu n'en est pas réduit pour autant. Alors, s'il vous plaît, un peu d'honnêteté intellectuelle! Nous sommes là dans un débat purement éthique et nous sortons complètement du cadre concret qui est de savoir si, oui ou non, Mesdames et Messieurs, et j'en finirai par là, nous sommes attachés à trouver, dans cette collectivité publique qu'est la Ville de Genève, de nouvelles recettes, de nouvelles sources de financement, et si Genève doit, oui ou non, à travers son rang qu'elle veut garder en termes de ville internationale, retrouver un casino qu'elle mérite. Raison pour laquelle, Mesdames et Messieurs, nous vous invitons vivement à soutenir le renvoi de cette motion en commission des finances pour étudier, approfondir et décider, à l'issue de la discussion, du sort définitif que nous lui réserverons.

M. Pierre Rumo (T). Le titre de la motion, «Genève doit retrouver son casino!», nous a laissés quelque peu perplexes. En effet, nous pensions, dans un premier temps, qu'une ville, fût-elle internationale, peut se passer d'une salle de jeux de hasard. Il est vrai que le jeu, à l'échelle mondiale, génère des flux d'argent extrêmement importants, puisqu'une enquête révèle que ses revenus à l'échelle mondiale – grosso modo, les mises totales moins les gains versés aux parieurs – se sont élevés à 433 milliards de dollars l'an dernier. Cela représente donc une somme considérable. Il est également vrai que les casinos, aux alentours de Genève, sont très lucratifs. J'en veux pour preuve l'ouverture, il y a peu de temps, du casino de Saint-Julien, dont les responsables indiquaient clairement, dans le dossier remis au Ministère français de l'intérieur, que «le marché visé est le marché suisse, et particulièrement celui de Genève centre». Il est donc clair que les cinq casinos proches de la frontière suisse mentionnés dans les considérants de la motion sont très importants, puisqu'ils sont souvent remplis par des joueurs suisses. Divonne réalise le deuxième chiffre d'affaires le plus élevé des 166 établissements français, tandis que les bandits manchots d'Annemasse – chers à

M. Pasqua – offrent la meilleure rentabilité de France, engloutissant chacun plus de 1000 francs par jour dans son coffre. Comme je l’ai dit, cela rapporte beaucoup d’argent...

Cependant, j’aimerais mettre un bémol concernant ceux que l’on appelle les naufragés du hasard. En effet, des enquêtes effectuées depuis plusieurs années et des statistiques – *Le Courrier* et la *Tribune de Genève* de samedi passé ont publié un article à ce sujet – font état de ceux qu’on appelle ludopathes, c’est-à-dire des joueurs pris dans une sorte de maladie, selon une étude récente de la Loterie romande. En Suisse, entre 150 000 et 230 000 personnes sont susceptibles d’avoir un grave ou un très grave problème de jeu. D’ailleurs, depuis 1980, cette forme d’affection est considérée comme une affection psychiatrique, et, comme pour la cigarette, les liens entre libre accès, offre et nombre de personnes dépendantes sont très étroits.

De ce fait, on peut se demander si, avec de nouvelles recettes fiscales, il n’y aurait pas un peu plus d’argent pour la culture. On estime que, sur 10 francs joués au casino, environ 3 francs vont à la culture. En revanche, n’y aurait-il pas une charge supplémentaire pour l’aide sociale? On dit aussi que les communes et les cantons, ravis de voir tomber une manne fiscale inespérée plus abondante que prévu, ont toléré, voire encouragé la prolifération sauvage des machines à sous, sans entrevoir qu’à cette hausse des recettes correspondraient tôt ou tard des coûts exorbitants au registre de l’aide sociale. Il ne faut donc pas se leurrer: on aurait une augmentation des recettes fiscales, mais avec le risque d’une augmentation de l’aide sociale, qui serait supportée peut-être par la Ville, mais plutôt par le Canton, qui, dans bien des cas, devrait entrer en matière pour aider ces victimes du jeu.

Les enquêtes ont démontré que 1% environ de la population – un pourcentage relativement élevé – aurait ce vice, ce virus de la ludopathie. En outre, il a été établi que l’ouverture des traditionnels casinos est toujours accompagnée, dans le périmètre alentour, d’une augmentation des taux de suicides, de faillites et de violences domestiques. Les dégâts sur le plan social pourraient donc être plus importants que prévu.

D’autre part, les derniers articles que j’ai lus sur les casinos passent un tout petit peu comme chat sur braise sur les problèmes de blanchiment d’argent sale. On estime malgré tout que les casinos sont souvent un lieu béni pour recycler de l’argent sale, mais on en parle relativement peu; en tout cas, ces derniers mois, voire ces dernières années, on a plutôt eu tendance à minimiser ce risque.

J’aimerais juste revenir sur le dossier du Casino de Genève qui a fermé. Le rapport de la Commission fédérale des maisons de jeu n’était pas entièrement négatif au sujet des cinq points principaux qu’elle avait examinés, c’est-à-dire la rentabilité, les fonds propres, l’origine licite, la réputation et le blanchiment. Le

projet de casino de Genève avait, en effet, la lettre maximale de A pour l'origine licite et le blanchiment. En revanche, les notes étaient très basses – lettre D, insuffisant – pour la rentabilité et les fonds propres, la réputation, elle, étant considérée comme suffisante.

Le projet finalement refusé par la Commission fédérale des maisons de jeu et par le Conseil fédéral n'était malgré tout pas si mauvais, tout au moins sur deux points qui nous sont chers, l'origine licite et le blanchiment. (*Remarque.*) C'est du passé, c'est vrai, Monsieur Oberholzer, mais il s'agit cependant de toujours regarder ces éléments avec un œil tourné vers l'avenir si nous voulons étudier la question de savoir si Genève doit retrouver un casino.

Les différents arguments que j'ai développés ce soir laisseraient à penser que nous sommes plutôt opposés à cette motion. Néanmoins, une partie de notre groupe acceptera d'entrer en matière et d'examiner cette motion... (*Applaudissements.*) Mais cela ne veut pas dire qu'au moment de recevoir le rapport de la commission des finances – si cette motion est acceptée, nous serions évidemment satisfaits qu'elle y soit étudiée de manière très approfondie – nous ne garderons pas tout notre pouvoir critique.

En conclusion, malgré les risques importants sur les plans financier et social, je l'ai dit, une partie de notre groupe acceptera d'entrer en matière sur cette motion; l'autre partie la refusera.

M. Alexis Barbey (L). Est-il vraiment nécessaire de puiser encore un peu plus profondément dans les 16 considérants de cette motion? Je ne le pense pas vraiment. Je m'arrêterai donc sur son invite unique. En fait, de quoi est-il question ici? Il est question de trois choses: de nécessité, de hasard et de Dieu.

Il est question de nécessité parce que, vous le savez tous, les finances de la Ville, et en particulier la partie artistique de ces finances, avaient l'habitude de puiser largement dans les revenus du casino pour subvenir à leurs besoins. On peut admettre cette nécessité, on peut ne pas l'admettre, mais il faut bien se conformer à un principe de réalité. Il est question de hasard parce que, naturellement, lorsque l'on parle de roulette et de machine à sous, il ne peut être question de hasard... Mais il est aussi question de Dieu, parce qu'on introduit volontiers la morale dans la problématique du casino: est-il moral d'avoir un casino ou de favoriser l'installation d'un casino en ville de Genève?

Si nous remontons dans l'histoire, nous nous apercevons que Jean Calvin avait dit que les jeux de hasard étaient prohibés dans la ville, et il avait bâti une partie de sa réputation là-dessus. Mais je constate que Jean Calvin ne vivait pas au XXI^e siècle, à une époque où la concurrence permet d'avoir, autour de Genève, à

portée de bicyclette, des casinos pour satisfaire aux envies de jeu de toute la population. C'est pourquoi je pense qu'il réagirait différemment aujourd'hui et que la question de la morale ne devrait pas nous arrêter dans cette affaire.

La nécessité est donc là et je ne pense pas qu'on ressuscitera Dieu en tuant le hasard. C'est pourquoi je vous invite, Mesdames et Messieurs, à renvoyer cette motion à la commission des finances.

M. Guillaume Barazzone (DC). Merci, Monsieur le président, de me donner l'occasion de répondre à plusieurs arguments évoqués par les adversaires de cette motion, dans un ordre peut-être décroissant. Prenons l'argument global, qui consiste à combattre, en règle générale, les casinos. Mais, Mesdames et Messieurs, ce n'est pas dans cette enceinte que nous pouvons combattre la décision adoptée par le peuple suisse – et par le peuple genevois à une majorité de 85%, je vous le rappelle – d'accorder au Conseil fédéral le mandat de rouvrir les casinos. Si nous voulons nous battre contre l'ouverture de maisons de jeu, c'est bien au parlement national et non pas dans cette enceinte qu'il vous faudra le faire.

La question – mon collègue radical le relevait tout à l'heure – n'est pas de savoir si, oui ou non, nous voulons un casino, mais si nous le voulons en ville de Genève ou ailleurs. Si vous le voulez dans le Jura ou dans le canton de Vaud, très bien, mais il faudra en tirer les conséquences, c'est-à-dire moins de rentrées fiscales pour la Ville et le Fonds culturel de Genève, qui ne sera pas alimenté.

M. Rumo disait avoir peur que le casino devienne l'endroit où l'on irait recycler de l'argent. Mais, Monsieur Rumo, vous êtes avocat, je vous renvoie à la lecture de la loi fédérale sur les maison de jeu (LMJ), très détaillée et vraiment draconienne, qui impose un certain nombre de conditions-cadres uniques en Europe. Il me paraît donc inenvisageable, aujourd'hui en Suisse, que les exploitants d'un casino puissent blanchir de l'argent; en tout cas, les mesures ont été prises et la loi empêche de telles pratiques. Alors, ne comparons pas l'éventuel futur casino de Genève à un casino de Crimée ou d'Ukraine, où on peut certainement voir des pratiques douteuses et mafieuses!

Pour répondre à l'argument selon lequel nous n'avons pas tiré les conclusions des erreurs du passé, Mesdames et Messieurs, je veux préciser l'objectif de cette motion. M. le maire aura peut-être l'occasion de donner son avis sur la question. Pour le Parti démocrate-chrétien et les motionnaires, il n'est pas question que la Ville gère ou exploite la future maison de jeu. La Ville doit pouvoir faciliter l'implantation d'un casino sur son territoire et je citerai, à titre de simple exemple, la possibilité pour le Conseil administratif de trouver un terrain et d'inviter un groupe privé qui le souhaiterait à venir s'implanter en ville de Genève.

Mesdames et Messieurs, je vous prie de voter en faveur de la motion et de son renvoi en commission des finances, pour la Ville, pour le Fonds culturel, pour le Grand Théâtre et le Mamco, pour le Musée des cultures qui devra être construit, pour la Maison de la danse et un certain nombre d'institutions culturelles qui ont besoin d'argent.

M. Jean-Marie Hainaut (L). Je souhaite revenir rapidement sur les interventions de M. Mino et de M^{me} Salerno, parce qu'ils nous ont démontré une fois de plus que la mauvaise foi dont ils peuvent faire preuve peut ne pas avoir de limites. Lorsque, en 2001, la décision du Conseil fédéral est tombée, ou plutôt celle de la Commission fédérale des maisons de jeu, l'effarement de tout ce Conseil municipal ne touchait pas à la manière dont la SECSA avait été gérée; il était simplement la manifestation d'une déception par rapport à un échec de la Ville. Ce n'est qu'après avoir compris que nous devions analyser les raisons de cet échec que nous avons pu aborder le problème du casino.

La première réaction, dans cette enceinte, était de nous dire que nous avions perdu et que nous n'aurions pas dû jouer à ce dossier comme on joue au casino... Mais cette constatation résultait de nos travaux à la commission ad hoc Casino. Quand la décision est tombée, je crois que nous avons tous pris un coup sur la tête dans ce Conseil, parce que nous souhaitions tous ce casino et que la Ville de Genève obtienne cette concession.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans la situation suivante: si l'un des magistrats de l'Alternative chargé du dossier avait bien fait son travail, nous ne discuterions pas de cela aujourd'hui, parce que nous aurions un casino que personne ne mettrait en cause. Alors, s'il vous plaît, ne venez pas nous faire des leçons de morale, vous êtes particulièrement mal placés pour en donner! (*Applaudissements.*)

M^{me} Sandrine Salerno (S). J'apprécie à sa juste valeur le jugement de mon collègue Hainaut sur la mauvaise foi dont je pourrais faire preuve. Je voudrais simplement dire que si je peux m'attendre à des conseils de sa part, cela signifie qu'il fait peut-être preuve de plus d'expérience que moi dans le registre de la mauvaise foi et que j'ai effectivement des enseignements à tirer de lui. Voilà pour la parenthèse au sujet de notre prestation sur cette question.

A notre avis, si quelque chose nous caractérise dans ce dossier-là, c'est bien notre franchise, parce que, à l'heure du bilan, lorsqu'il s'agit de la position de la Ville par rapport au casino, les représentants socialistes ont parlé avec des mots vrais. Ils n'ont pas attendu l'heure de la débâcle pour critiquer la politique de la

Ville et la manière de gérer cette histoire du casino; ils l'ont fait à partir du moment où nous avons décidé que nous n'irions plus dans une histoire de petits casinos avec une mise à 5 francs, mais dans un projet d'une beaucoup plus grande envergure.

Il faut aussi rappeler que si nous avons dit oui à l'époque, c'est parce que le fonds de la SECSA permettait de financer la culture et de nombreux projets, grâce à une manne annuelle de 3 à 5 millions de francs en moyenne, ce qui n'est pas rien, je suis d'accord avec vous. Mais ce n'est pas parce qu'une somme de 3 à 5 millions est importante qu'on peut l'obtenir n'importe comment. Pour nous, il y a une façon très claire et très simple d'avoir de l'argent, nous l'avons déjà dit, ce sont les recettes fiscales. Au niveau du Canton, cela passe par l'impôt, au niveau de la commune, par une augmentation des centimes additionnels. Je vous rappelle que cela fait bien longtemps que nous n'avons pas proposé cette augmentation, alors que, dans les rangs de l'Entente, on a manifesté à de nombreuses reprises une volonté de baisser le taux des centimes additionnels.

Il est quand même un peu particulier, pour augmenter les recettes, de venir nous demander, ce soir, d'examiner s'il n'y aurait pas la possibilité d'ouvrir un casino en ville de Genève grâce à un montage public-privé. Mais parlons-en, d'un tel montage, qui semble si bien réussir aux collectivités publiques! Nous avons débattu récemment du Stade de Genève et nous savons tous ce qu'il en est. Pour nous, Parti socialiste, notre programme est très clair. Nous avons un slogan: «Solidaires et responsables, priorité au social». La priorité est de donner des conditions de vie décentes à nos concitoyens, de leur garantir des prestations sociales, culturelles et sportives, une qualité de vie dans les quartiers, au niveau de notre collectivité publique municipale. Les recettes, nous les avons par le biais de l'imposition fiscale, et c'est par ce biais-là uniquement que nous souhaitons les avoir.

Je vous rappelle que, nous aussi, partis de l'Alternative, nous avons su faire preuve d'inventivité, puisque, par exemple, nous avons proposé de mettre une ligne au budget – celle qui repose sur la taxation de tout parcage illicite – qui est, depuis quelque temps, à hauteur de 20 millions de francs. Quand nous l'avons proposée, oh là là... c'était l'horreur! D'abord, les recettes étaient surestimées, puis on s'est rendu compte que ce n'était pas le cas. Ensuite, c'était un moyen détourné, injuste, illégitime, de percevoir de l'argent, c'était du racket... Eh bien, ce soir, Mesdames et Messieurs, nous réitérons notre position, qui consiste à dire: ce cycle d'imposition fiscale nous semble respectueux d'une saine gestion d'une collectivité publique. Par contre, nous refusons de repartir dans une histoire de casino alors que nous savons à quel point cela fut calamiteux pour la Ville de Genève. Pour nous, c'est non! Cela ne fait pas partie de notre programme politique, ce n'est pas défendre la vision de la ville de Genève que nous essayons de

promouvoir depuis que nous sommes majoritaires, et nous ne nous acheminerons certainement pas sur cette voie-là. Nous espérons bien être suivis par la majorité des membres de l'Alternative et, pourquoi pas, des plus éclairés de l'Entente.

M. Alain Dupraz (T). Je voudrais tout simplement dire que je soutiendrai mon camarade Rumo. Dans notre groupe, la discussion fut vive. Allait-on favoriser le vice du jeu? Encore la morale, mais quelle morale? Je me pose chaque fois ces questions. Ici, certains ont évoqué Calvin, mais laissons-le dormir tranquille, ce brave bonhomme... (*Protestations.*) Assez d'hypocrisie! Maintenant, que faisons-nous? Je vois chaque semaine, dans les magasins de tabac qui ont des loteries diverses à mettre en jeu, des grands panneaux sur lesquels on lit: «Cette semaine, bonus de tant...» Je vois des petits vieux, des petites vieilles qui dépensent entre 100 et 200 francs, tout simplement en fonction du montant du gain espéré. Vous croyez que cela aussi est immoral? Moi, je dis que c'est la même chose, et c'est pourquoi un casino ne me gênera pas.

M. Pierre Muller, maire. En préambule, j'aimerais remercier M. Rumo des explications circonstanciées et approfondies qu'il a délivrées à ce Conseil municipal. J'espère que vous l'avez écouté avec attention, parce que ses propos étaient très intéressants. Mesdames et Messieurs, le temps est venu de rouvrir le débat sur le casino. Je vous remercie d'avoir déposé cette motion, qui émane de l'Entente et que je vois appuyée maintenant par une partie de la gauche, en l'occurrence la fraction du Parti du travail.

Je ne veux pas revenir sur ce qui s'est passé, nous laissons cela à des historiens – on en a parlé hier – mais tournons-nous plutôt vers l'avenir, projetons-nous dans le futur! Je précise d'emblée, Mesdames et Messieurs, que, personnellement, je ne suis pas un joueur; je serais même plutôt de l'avis de ceux qui pensent que les jeux ont un petit relent scabreux, et je privilégierais plutôt l'éthique...

Une voix. Bravo!

M. Pierre Muller, maire. Néanmoins, je pense qu'on ne peut pas faire l'économie d'une discussion à ce propos. J'aimerais alors vous dire, Mesdames et Messieurs, en réponse aux arguments développés par cette partie gauche de l'hémicycle, qu'on ne peut vraiment pas corréler impôts et casino. C'est un faux débat, un débat ridicule, permettez-moi de le dire comme cela. Ne faisons pas d'angé-

lisme avec les jeux, parce que, vous l'avez bien compris, l'argent existe, l'argent est dépensé, et il est dépensé ici à Genève, dans un casino, dans des loteries diverses, au Sport-Toto, etc.

Il est clair qu'à la suite de l'expérience qu'on qualifiera de malheureuse du début de ce millénaire, nous avons tiré les leçons qu'il fallait. Un casino, s'il devait voir le jour ici à Genève, aurait évidemment une gestion externalisée. Il est bien clair qu'il n'y aurait pas d'actionnariat public Ville de Genève dans la société d'exploitation d'un futur casino. Je crois que nous l'avons bien compris et ces enseignements, nous les avons aussi reçus de la Commission fédérale des maisons de jeu. Il s'agirait donc d'une exploitation privée, mais nous, Ville de Genève, nous devons jouer le rôle de facilitateurs, tout simplement pour trouver des solutions qui aideraient le futur exploitant d'un casino.

On peut se passer d'un casino, comme de beaucoup de choses, mais je dois vous dire que la manne d'un casino grands jeux – nous parlons évidemment d'un futur casino grands jeux et non plus d'une concession B – est relativement importante. Je connais un peu les chiffres du Casino de Montreux, pas si éloigné de nous, et je peux vous assurer qu'ils se comptent en dizaines de millions. On peut se passer de cette allocation financière, encore une fois comme de tout, mais – et cela a été dit dans ce plénum tout à l'heure – nous avons des quantités de projets qui devront être financés par de nouvelles recettes qui pourraient provenir, précisément, d'un casino.

Ce que je vous propose aujourd'hui, c'est pour le moins de tenter notre chance et d'étudier un projet. Pour être très franc avec vous, ce qui a été proposé tout à l'heure par le conseiller municipal Barazzone, je l'ai présenté il y a quelques semaines au Conseil administratif. Il y a de nouveau sur ce sujet, comme par hasard, Monsieur Barazzone, une certaine identité de vues entre vous et le Conseil administratif, entre vous et moi... (*Exclamations.*) Je peux vous assurer, Mesdames et Messieurs, qu'il n'y a pas eu de discussions préalables à ce propos.

J'ai proposé au Conseil administratif de tenter une étude, parce que, en effet, la période est à point nommé, puisque nous sommes maintenant à deux ans d'une redistribution des concessions. C'est exactement le temps qu'il nous faut pour reprendre un projet, le déposer à la Commission fédérale des maisons de jeu et obtenir peut-être une concession. Ce que je vous demande aujourd'hui, c'est évidemment de renvoyer cette motion à la commission des finances. Le Conseil administratif m'a confié ce mandat et c'est donc moi, Pierre Muller – responsable du département des finances, le maire actuel – qui devrai rendre un rapport sur un projet de casino en ville de Genève. De toute façon, je répondrai au Conseil administratif, mais je vous propose aujourd'hui que le Conseil municipal et le Conseil administratif travaillent en synergie pour essayer d'élaborer un projet qui sera

apprécié favorablement au niveau de la Commission fédérale des maisons de jeu. Mesdames et Messieurs, essayons de travailler ensemble et renvoyons cet objet à la commission des finances!

M. Jacques Mino (AdG/SI). Vous direz à M. Barazzone, Monsieur le président, qu'il ne s'agit pas de fermer des casinos – il nous fait dire cela. La motion propose d'en favoriser un nouveau. Nous n'avons pas demandé de fermer les autres casinos, et nous avons dit que nous ne faisons pas de la morale... Nous ne sommes d'ailleurs pas partis en guerre contre les toxicomanies, puisque nous voulons les traiter. Nous avons donc, en général, la même position là-dessus.

A part cela, M. Barazzone nous dit que si nous avons un terrain en ville, nous pourrions le proposer pour un casino, au lieu d'y construire du logement. Nous le remercions de ses propositions, qui nous intéressent vraiment beaucoup. Je rappelle en outre que nous avons avancé des arguments politiques et que nous ne faisons pas de morale. Nous le savons, Monsieur Hainaut, la morale n'a rien à faire quand vous voulez gagner de l'argent, ni au casino ni dans d'autres domaines. Cela, nous l'avions bien compris et nous ne nous situons pas sur ce terrain-là. Mais, pour une fois, nous allons vous rejoindre... Comme vous réclamez sans arrêt que l'Etat et la commune laissent tout faire aux privés, alors, s'il vous plaît, que les privés fassent leur boulot et ne viennent pas nous demander de nous en mêler!

M. Pierre Maudet (R). Comme certains, ce soir, veulent faire le débat de commission en plénière, vous me permettez, Monsieur le président, d'apporter quelques arguments supplémentaires, puisque nous courons le risque de voir cette motion s'arrêter ici. En premier lieu, je voudrais souligner et saluer les propos du maire, tout à l'heure, et l'attitude du Conseil administratif, qui, apparemment dans sa majorité, a délégué le mandat d'entreprendre les recherches adéquates à M. Muller. Je ne peux que saluer cette attitude du Conseil administratif, qui, comme chacun sait, est à majorité importante de gauche mais qui, dans cette affaire, est clairvoyant, puisqu'il confie au magistrat le mandat d'étudier la question. Je le salue et je le remercie.

Cela étant dit, Mesdames et Messieurs, rappelez-vous, dans cette enceinte, le débat sur le casino précédent. Les Verts, à l'époque, étaient venus, fort opportunément d'ailleurs, aiguillonnés en cela par leur ancien président, M. Jean-Dominique Michel, spécialiste des ludomanies, nous expliquer, avec des arguments extrêmement pertinents, qu'il fallait aller sur le terrain combattre la ludomanie, la manie du jeu. M. Hediger lui-même relevait que c'était un des éléments forts du dossier de candidature, et il avait raison. Berne avait reconnu l'importance et la qualité du développement de cet aspect et je pense que nous pouvons nous baser

sur un travail qui a déjà été fait, par un Vert de surcroît. Comme quoi nous n'avons pas besoin d'être sectaires, puisque nous trouvons, même chez les Verts, des gens favorables à l'étude approfondie de ce genre de phénomène, étude que nous pouvons très bien reprendre...

Autre aspect, j'aimerais dire ici à M. Rumo – mais il le sait sans doute – que la législation suisse, renforcée à la faveur du vote de 1993, est aujourd'hui extrêmement stricte. Nous avons assisté à la fermeture d'un certain nombre de casinos depuis 2001, notamment celui de Zermatt – qui me vient à l'esprit – parce que les conditions d'exploitation n'étaient pas claires et que la gestion manquait de sérieux. Je pense que la Commission fédérale des maisons de jeu fait bien son travail et que nous ne pouvons pas raisonnablement prétendre aujourd'hui que l'exploitation des maisons de jeu n'est pas contrôlée correctement en Suisse.

Je voudrais aborder l'aspect de la morale, dont on nous rebat les oreilles sur les bancs d'en face pour en faire un argument politique. On nous jette à la figure l'exemple du Stade de Genève... Mais ce n'est pas sérieux, Mesdames et Messieurs, puisque nous pensons précisément scinder l'exploitation du stade de la propriété des murs, ce que nous envisageons dans le cas de figure dont nous débattons ce soir. De même, l'Etat possède un aéroport, mais il n'est pas question pour lui de financer les compagnies aériennes privées. Pour ma part, et je l'avais dit à l'époque, contrairement à certains dans mon parti, je pense que ce n'est pas une bonne idée: il n'appartient pas à la collectivité publique – la Ville de Genève – d'assumer les risques de l'exploitation d'un stade ou d'un casino.

Je reviens sur les recettes. Il est évident que si nous créons un fonds alimenté par les recettes du casino, ce sera un fonds affecté. La discussion est donc tout autre de savoir si l'on réduit le train de vie général de la Ville ou de l'Etat, ou si l'on affecte des recettes à une cause bien précise, en l'occurrence la cause culturelle, sociale ou sportive. S'il vous plaît, ne prenons pas des vessies pour des lanternes!

Dernier aspect, Mesdames et Messieurs, la morale quand on parle des amendes. Oui, c'est vrai, je dois le concéder à la préopinante socialiste, l'Alternative a créé cette ligne budgétaire des amendes, qui rapporte aujourd'hui, bon an mal an, 20 millions de francs. Pour une fois, elle s'est montrée créative en matière de recettes, mais on peut légitimement s'intéresser à l'aspect moral que représente cette ligne inscrite dans le budget. Parier sur l'incivilité des gens une année à l'avance, dans le budget, tabler sur le fait que, d'année en année, on aura le même montant d'amendes, que les gens commettront le même nombre d'incivilités, qu'ils se parqueront mal le même nombre de fois, partir de l'idée que les citoyens n'amélioreront pas leur comportement, il y a là un problème moral à relever, car vous postulez aussi une vision du citoyen, du contribuable qui est une vache à lait. Ce soir, nous disons non à cela. Nous disons non intelligemment, en

faisant une proposition, en vous invitant à en traiter en commission des finances. Mesdames et Messieurs, franchement, vous ne pouvez que nous suivre. Alors, de grâce, votez cette motion!

Une voix. Bravo! (Applaudissements.)

M. Eric Ischi (UDC). Vous me permettrez quelques commentaires après avoir entendu tout ce qui a été dit ce soir. Tout d'abord, au niveau de la morale, je dirais que vouloir jouer les puristes, c'est très bien, mais c'est tout simplement irréaliste. Vouloir sauver ceux qui sont un peu – ou beaucoup – malades du jeu, c'est ce que j'appelle jouer à l'autruche, parce que vous savez pertinemment que vous les renvoyez dans les casinos de la périphérie, et cela a été dit. Tout à l'heure, notre collègue M. Rumo disait que cela avait un coût social. Alors, continuons à laisser nos gens, nos Genevois, se rendre dans les casinos périphériques et il ne nous restera que le coût social!

Il y a tout de même là matière à réflexion et c'est bien la raison pour laquelle notre groupe soutiendra le renvoi de la motion à la commission des finances, pour que nous puissions en discuter d'une façon beaucoup plus approfondie et valable.

M. André Hediger, conseiller administratif. Deux mots quand même, puisque j'ai été cité. Tout d'abord, j'aimerais répondre à M. Hainaut – est-il parti? – qui persiste à dire que Genève a déposé un mauvais dossier. Or je m'étais entouré d'un certain nombre de personnes qualifiées pour le préparer. Monsieur Hainaut, j'aimerais que vous sachiez une fois pour toutes que tous les dossiers déposés à la Commission fédérale des maisons de jeu, à Berne, dont les investissements provenaient de collectivités publiques ont été rejetés. Je prends notamment pour exemple Gstaad, dont le casino marchait très bien et qui n'a pas eu de concession, parce qu'il y avait des fonds de la Ville de Gstaad. Un autre exemple est le Casino de Saxon, financé par des actions de la Commune de Saxon et du Canton du Valais, qui n'a pas obtenu de concession.

Je crois qu'il faut le dire nettement: toutes les demandes impliquant des fonds de collectivités publiques n'ont pas obtenu de concession, parce que M^{me} Metzler, qui n'est plus conseillère fédérale, a accordé des concessions à des sociétés privées: en Suisse romande, le groupe Barrière pour le Casino de Montreux; Par-touche, groupe privé des casinos de la Côte d'Azur, pour Genève; Financière du Domaine de Divonne pour Crans-Montana; Accor pour Fribourg, qui était entre les mains de sociétés privées. Pour la Suisse alémanique, il s'agissait de sociétés

allemandes ou autrichiennes. Cela doit être dit une fois pour toutes, Monsieur Barazzone, puisque M^{me} Metzler était de votre parti. Partant du principe que les casinos ne devaient pas être entre les mains de collectivités publiques, elle a accordé les concessions à des privés. Je ne sais pas encore exactement pour quelle raison, mais elle craignait peut-être que cela ne rapporte trop de bénéfices aux municipalités, parce que les collectivités publiques permettaient des pourcentages beaucoup plus importants qu'en passant par des sociétés privées, où on peut avoir des 5 à 8% de bénéfices après toutes déductions, des sommes minimes par rapport à celles qui sont brassées dans ces casinos. C'était un choix du Parti démocrate-chrétien, vraisemblablement au niveau suisse; celui-ci porte une lourde responsabilité, au travers de sa conseillère fédérale, puisqu'il n'a pas accordé de concessions à des collectivités publiques qui auraient pu investir les bénéfices dans le culturel et le social, comme on l'avait fait à Genève. Je crois que c'est important à souligner et je voulais le dire à M. Barazzone et, surtout, à M. Hainaut.

Je voudrais encore ajouter que M^{me} Metzler avait voulu remettre en question les loteries, mais que son projet a échoué en raison d'une forte pression des cantons et des régions. En effet, elle avait déposé un projet de loi instituant une loterie nationale, qui aurait fait en sorte de supprimer la Loterie romande et d'autres loteries en Suisse alémanique. Elle avait suivi le même principe, c'est-à-dire donner les loteries à des privés, qui se seraient enrichis. Je rappelle que la Loterie romande redistribue des sommes importantes au social et au culturel notamment. Là, M^{me} Metzler, démocrate-chrétienne, a échoué. Cet échec est heureux, Monsieur Barazzone, parce que, au niveau social, la Loterie romande fait un travail important. Or M^{me} Metzler voulait supprimer les loteries régionales pour les remplacer par une sorte de loterie nationale, qu'elle aurait confiée à une société allemande privée, d'après ce que j'ai cru comprendre.

Vous, les démocrates-chrétiens, vous portez une lourde responsabilité. La Commission fédérale des maisons de jeu a suivi cette politique de M^{me} Metzler et elle a rejeté notre dossier. Puisque vous parlez de morale, il y a des gens qui sont clairs à ce sujet. Ainsi, les calvinistes sont contre le jeu. Au lendemain du refus de la concession pour Genève, nombre de calvinistes ont dit: «Bravo, il n'y aura pas de casino à Genève, la morale est sauve!» Puis il y a ceux qui estiment, avec raison, que le jeu entraîne une certaine dépendance. Du reste, pour élaborer le projet que j'avais déposé, je m'étais entouré d'assistants sociaux et de médecins, afin de prévoir un programme de soins pour ces malades du jeu, car il y en a, avec tout ce que cela implique pour les familles, quand les salaires sont dépensés au casino. La position des catholiques est différente: ils disent être contre le jeu, mais, enfin, si cela peut rapporter aux caisses de l'Eglise... (*Protestations.*) Voilà leur raisonnement, du moment que ça rentre... (*Brouhaha.*) Ecoutez, il faut le dire franchement...

Le président. Mesdames et Messieurs, ne perturbez pas M. le conseiller administratif...

M. André Hediger, conseiller administratif. Ils disent qu'ils sont opposés au jeu mais ce n'est pas trop mal si ça rapporte.

Le Conseil administratif a chargé Pierre Muller d'étudier le dossier. Cela ne veut pas dire que le Conseil administratif a décidé de déposer demain une demande de concession à Berne; toutefois, puisque nous approchons du terme prévu par la LMJ pour la confirmation des concessions ou l'ouverture des inscriptions pour d'autres villes, nous avons demandé à notre maire, Pierre Muller, d'examiner dans quelle mesure il y aurait une possibilité pour Genève. C'est sur cette base-là que nous avons confié ce mandat à Pierre Muller. Mais nous n'avons pas pris de décision à ce jour. Le débat sera difficile quand il faudra prendre une décision.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je tenais à vous dire pour être clair par rapport à ce qui s'est passé, par rapport au Conseil administratif et à mon opinion sur les malades du jeu.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Nous découvrons finalement un fin tacticien: s'attaquer à M^{me} Metzler et au Parti démocrate-chrétien, c'est faire oublier M. Hediger, qui était le président du conseil d'administration du casino. C'est une stratégie qui peut paraître payante mais alors, Monsieur Hediger, lorsque vous venez donner des leçons aux catholiques, aux protestants, là vraiment, ça frise un peu le ridicule!

Une voix. Et les autres religions?

M. Jean-Charles Lathion. Ou les autres religions, j'en passe... Mais permettez-moi de vous dire qu'il s'agit tout simplement, comme l'ont rappelé M. Barazzone et le maire, d'une question de recettes. Il faut trouver des recettes pour la Ville de Genève et je crois que la situation est très claire. Les socialistes ou certains partis de la gauche nous disent alors qu'il faut augmenter les impôts. C'est simple, en effet. Mais qu'on nous dise alors comment les augmenter! Les solutions, on les connaît, parce que ce sont toujours les mêmes... N'oublions pas que 30% de la population genevoise ne paie pas d'impôts! Alors, naturellement, on augmentera les impôts de la classe moyenne. Et que fera la classe moyenne? Eh bien, elle quittera la Ville de Genève, elle ira en périphérie, dans les communes où l'impôt est

moins élevé, comme elle le fait déjà de plus en plus. (*Exclamations.*) Vous allez nous dire: «Mais non, il y a d'autres solutions, on va taxer les sociétés!» Mais que font les sociétés? Elles aussi quittent la Ville de Genève! On nous dira encore: «On va taxer les grosses fortunes!» Mais vous l'avez lu aujourd'hui dans la *Tribune de Genève*: une personnalité importante quitte Genève. Alors, je pense qu'on est un peu réducteur quand on répète sans cesse qu'il faut augmenter les impôts. Nous devons essayer de trouver des moyens de diversifier les recettes et ce casino est une manière intelligente de le faire. C'est la raison pour laquelle je vous demande de renvoyer cette motion en commission des finances. (*Applaudissements.*)

M. Pierre Rumo (T). Concernant la question du blanchiment de l'argent sale, il est vrai que la législation fédérale peut être excellente en la matière, mais cela n'empêche pas les abus et des actes commis par des éléments mafieux. Une très bonne législation ne signifie pas nécessairement que la pratique en la matière ne puisse pas être désastreuse.

A ce sujet, j'aimerais signaler qu'on s'inquiète toujours de ces questions-là en France voisine, puisqu'un article rappelait que des cités ayant des casinos sur leur territoire, comme Chamonix, Megève, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Saint-Vincent, Bandole ou Campione, en Italie, ont été sur le banc d'infamie parce que leurs établissements de jeu, au mieux ont été surveillés ou fermés pour irrégularités, au pire ont servi d'appât à des groupes mafieux. Il n'est donc pas du tout faux d'affirmer que le danger de blanchiment d'argent sale et de mafia existe aux alentours de ces casinos.

Je voudrais souligner un point de procédure: la commission des finances est très chargée et je crois – je n'étais pas dans ce Conseil municipal à l'époque – que la commission ad hoc Casino n'a pas été dissoute. Je propose donc, et je crois qu'un certain nombre de conseillers municipaux sont d'accord avec moi, de renvoyer cette motion à la commission ad hoc Casino.

Le président. La parole n'étant plus demandée, au terme de ce débat théologico-ludique... (*rires*), nous allons passer au vote et à la prise en considération de cette motion; ensuite, nous verrons quel renvoi nous ferons.

Mise aux voix, la prise en considération de la motion est acceptée par 35 oui contre 30 non (6 abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la motion à la commission des finances est accepté par 48 oui contre 19 non (4 abstentions).

7. Résolution de M^{mes} Claudine Gachet, Catherine Hämmerli-Lang, MM. Michel Ducret, Alain Fischer, Pierre Maudet et René Winet: «Le grand débat sur la petite enfance» (R-73)¹.*PROJET DE RÉOLUTION*

Considérant:

- l'acuité du débat national sur la prise en charge des enfants en bas âge et ses répercussions sur des options politiques, économiques et sociétales majeures;
- l'apport considérable, financier (subventions à hauteur de 48 millions de francs en 2004) et administratif (Délégation à la petite enfance), de la Ville de Genève au bon fonctionnement des nombreuses institutions de la petite enfance situées sur son territoire;
- l'importante augmentation des subventions aux institutions de la petite enfance en Ville de Genève, au projet de budget 2005 (+5,2 millions de francs);
- la demande – forte et légitime – de nouvelles places en crèche, qui d'année en année ne diminue pas;
- l'éventualité de la municipalisation des institutions de la petite enfance, régulièrement évoquée par d'aucuns mais systématiquement éludée lors des débats budgétaires
- l'absence – pour le moment – de renseignements clairs et précis sur les tenants et aboutissants de cette éventualité (notamment sur les coûts induits par le passage à la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels ainsi que les répercussions en termes de personnel),

le Conseil municipal demande la tenue d'une séance extraordinaire du Conseil municipal sur la question de la prise en charge publique de la petite enfance, sur la base d'un rapport complet et préalable de la commission sociale et de la jeunesse, dans un délai de neuf mois à compter du vote de cette résolution et de son envoi à ladite commission municipale.

¹ Annoncée, 1695.

M. Pierre Maudet (R). Nous changeons évidemment complètement de sujet, puisque nous parlons de la petite enfance, qui, a priori, n'est pas touchée par les casinos. Quelle est l'idée du groupe radical à travers cette résolution? Très sincèrement... (*Brouhaha.*)

Le président. Excusez-moi, Monsieur Maudet, je demande à la salle de faire silence. Je prie celles et ceux qui ont des discussions de traverse ou de travées de passer à la buvette ou dans la salle des pas perdus.

M. Pierre Maudet. Je vous remercie, Monsieur le président. L'idée du groupe radical, très sincèrement, c'est d'aider le magistrat à faire tomber les masques dans cette enceinte et de dire enfin ce que nous voulons en matière de petite enfance. Nous avons été plusieurs, ici, tous partis confondus d'ailleurs – je me rappelle encore M. Oberholzer lors du débat budgétaire de l'année passée – à dénoncer une certaine attitude qui consiste, par touches impressionnistes, par petites touches financières en réalité, à accompagner, ici et là, l'élan du magistrat dans le soutien à la petite enfance en subventionnant ici une crèche, là quelques places, ici un groupe, et ainsi de suite. Et nous pensons, nous radicaux, puisque le Conseil administratif veut en faire une de ses priorités de législature, qu'il s'agit maintenant d'avoir un débat vrai et complet sur cet objet, sur la question de savoir si, oui ou non, nous pouvons soutenir la petite enfance et, si oui, de quelle manière. En termes plus crus, voulons-nous, oui ou non, municipaliser la petite enfance, en faire un véritable service public? La question est sous-jacente à chaque débat budgétaire, à chaque demande de subventionnement ponctuel pour une crèche ou un jardin d'enfants, parce que c'est l'impression que donne le magistrat en ramenant ici et là des crédits et en créant ici et là des places de crèche – par touches impressionnistes tout au long de l'année, je le répète.

Les radicaux vous proposent, Mesdames et Messieurs, le renvoi de cette résolution à la commission sociale et de la jeunesse, laquelle pourra, sur la base d'une résolution finalement plus formelle que matérielle, qui se préoccupe plus de procédure que du fond et qui prétend engager le débat plutôt que le régler, travailler et demander au magistrat que ses services nous fournissent des informations à jour. Ce n'est pas le cas actuellement – contrairement à ce que certains prétendent – puisque les derniers documents que j'ai reçus remontent à 2002. Ils nous indiquent clairement le coût de la municipalisation de la petite enfance, en termes de caisse de pension du personnel, en termes de développement potentiel, et ce que cela pourrait nous rapporter au niveau de la réorganisation administrative.

Sur la base de ces documents et d'un débat préalable en commission sociale et de la jeunesse, nous proposons, lors d'une séance extraordinaire de notre Conseil

municipal, de consacrer deux heures, voire une soirée à ce sujet, parce que des questions de fond, de société, se posent. Est-ce le rôle de l'Etat ou celui de la Ville de prendre en charge la petite enfance? Si oui, dans quelle mesure? Comment? Avec quels critères? Avec quel type de formation? En avons-nous les moyens? Nous souhaitons aborder toutes ces questions clairement identifiées lors de cette séance extraordinaire, parce que c'est un enjeu, comme le Conseil administratif lui-même l'a dit, par la voix de M. Tornare, lorsqu'il a déterminé ses objectifs de législation.

Raison pour laquelle, Mesdames et Messieurs, nous vous invitons à soutenir cette résolution, qui, je le répète, est davantage formelle que matérielle, pour favoriser ce débat, et qu'on arrête, budget après budget, de rajouter par-ci par-là des crédits ou des queues de crédits pour accompagner ce mouvement.

Préconsultation

M^{me} Vera Figurek (AdG/SI). J'ai été surprise en bien par le caractère social de cette résolution radicale. Notre groupe, comme vous le savez, a toujours été soucieux du bien-être des citoyennes et des citoyens ayant des enfants à charge. Aussi, en théorie, nous sommes entièrement favorables à la municipalisation des crèches de la Ville de Genève. Cependant, cela doit se faire, selon nous, graduellement. La résolution qui nous est présentée engendrerait des coûts trop élevés. Or, dans l'état actuel de nos finances, nous préconisons de faire confiance au magistrat M. Tornare et à ses services, qui s'efforcent déjà de trouver des solutions aux difficultés relatives aux crèches en ville de Genève. De plus, je me permets de préciser qu'à titre personnel je suis un tout petit peu sceptique au sujet de la bonne volonté des auteurs de la résolution en ce qui concerne la création de crèches en ville de Genève. Je précise mes propos. Tous les projets présentés ces dernières années, notamment à la commission des travaux, leur ont paru trop onéreux. Je pense, par exemple, à un certain projet traitant de l'aménagement de locaux en crèche.

Monsieur le président, je vous prie de bien vouloir transmettre ma question aux auteurs de la résolution: pourquoi demandent-ils une étude approfondie à ce sujet pour refuser ensuite les solutions qui leur seraient éventuellement proposées? De plus, devrait-on consacrer, comme il est dit dans cette résolution, une séance entière pour traiter d'une problématique que nous connaissons déjà et dont la solution est en bonne voie? Notre groupe est donc d'accord sur le fond de la résolution, mais son caractère contraignant nous amène à la refuser. Je tiens à souligner ce qui est dit dans l'invite. Je lis: «... le Conseil municipal demande la tenue d'une séance extraordinaire du Conseil municipal sur la question de la prise en charge publique de la petite enfance, sur la base d'un rapport complet et préalable de la commission sociale et de la jeunesse, dans un délai de neuf mois à compter du vote

de cette résolution et de son envoi à ladite commission municipale.» Pour nous, j'insiste, ce n'est pas acceptable, parce que l'état actuel des finances ne nous permet pas d'honorer cette invite. Aussi, pour tous ces motifs exposés, notre groupe Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) rejettera cette résolution. Nous vous invitons donc, Mesdames et Messieurs, à faire de même.

M^{me} Anne Moratti Jung (Ve). En ce qui nous concerne, groupe des Verts, nous ne sommes pas du tout gênés de voter des millions chaque année pour les crèches, puisque cela répond à notre programme, à savoir la création de nouvelles places de crèche et l'amélioration des retraites et des conditions salariales du personnel. Maintenant, en ce qui concerne l'éventualité d'une municipalisation, nous attendrons que notre magistrat en charge de ce département nous fournisse un nouveau document, puisque le dernier date effectivement de février 2002. A partir de ce document, nous allons revenir en assemblée générale des Verts pour poser la question de savoir s'ils veulent ou non réaliser cette municipalisation de la petite enfance. Cela dépendra notamment des réponses que le magistrat apportera à nos questions par rapport au tissu associatif.

Nous ne renverrons pas cette résolution à la commission sociale et de la jeunesse. Nous pensons, en effet, qu'entreprendre tout ce travail alors qu'il est déjà fait par les services de M. Tornare est un doublon inutile. Nous attendons donc son document.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le groupe libéral accueille favorablement cette résolution, car nous sommes, nous aussi, soucieux de la petite enfance et quelque peu intéressés par ce que le magistrat entend faire. Nous le savons, il nous le dit *urbi et orbi* depuis bientôt six ans: il entend municipaliser la petite enfance...

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je n'étais pas là, il y a six ans!

M. Jean-Pierre Oberholzer. Cinq ans, cinq ans et demi, ne chipotons pas pour quelques mois... s'il faut être précis, alors soyons-le, comme cela nous serons d'accord sur le nombre d'années! Depuis cinq ans et demi, le magistrat nous dit qu'il souhaite municipaliser. Nous pourrions dire depuis vingt-cinq ans, parce qu'il le disait déjà quand il était conseiller municipal. Maintenant que nous connaissons ses intentions, nous aimerions les voir se concrétiser, pour en débattre enfin et nous prononcer. J'entends M^{me} Figurek exprimer sa confiance et dire qu'elle trouve cela très bien, parce qu'elle est favorable à la municipalisation; toutefois, ce Conseil ne s'est jamais prononcé là-dessus. On avance, notre magistrat avance et, ce samedi, nous voterons ou, plutôt, vous voterez près de 55 millions de

francs pour la petite enfance. En réalité, ce sera à la fois pour la petite enfance et surtout, dirais-je, pour la municipalisation de ce secteur, sans avoir demandé l'avis des groupes concernés et des sensibilités politiques de ce délibératif.

Pourquoi, finalement, refusez-vous le débat? Avez-vous peur de votre majorité, peur d'être retoqué, Monsieur le magistrat? Je trouve cette résolution tout à fait intéressante et elle tombe à point nommé. Permettez-moi de rappeler quelque chose. C'était en 1989, vous n'étiez pas encore magistrat, le budget de la petite enfance atteignait 7 à 9 millions de francs. En 2004, à peu près quinze ans plus tard, vous voterez ce samedi, certains d'entre vous, la majorité d'entre nous, 55 millions. Aucune institution, aucune mission de la Ville de Genève n'a vu sa subvention et les moyens alloués à sa réalisation augmenter dans une telle proportion en quinze ans. Cela mérite bien que nous en débattions une fois, Monsieur le magistrat, cela mérite bien, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, que nous puissions dire ce que nous en pensons et quelles sont les sensibilités, sans toujours devoir le faire dans les couloirs et avancer à petits pas parce que c'est difficile.

Nous comprenons, bien sûr, que la reprise de tous les collaborateurs de la petite enfance pose des problèmes, puisqu'il s'agit de savoir qui travaille à temps partiel, qui à temps un peu moins partiel, qui à temps plein, quand on doit planifier les coûts du passage d'une caisse de retraite du privé à celle de la Ville, avec telle ou telle augmentation. Vos services, qui sont surchargés, s'attellent à ces calculs compliqués. Mais débattons une fois sur le principe de cette municipalisation et vous serez peut-être étonné, Monsieur le magistrat, ou, comme les Vaudois le disent, déçu en bien par les réactions de certains bancs que vous considérez comme hostiles à ce projet!

M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R). Je voulais juste réagir sur le procès d'intention de la part de l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants), parce que nous avons jusqu'à présent, nous les radicaux, toujours voté les crédits demandés pour la petite enfance.

Nous avons aussi des interrogations, notamment au sujet des directrices ou directeurs de réseau. Par le biais de ce projet de résolution, nous aurons enfin la possibilité, avec des chiffres clairs, de nous exprimer et de débattre dans cette enceinte. C'est pour cette raison que je vous encourage à le voter.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). J'ai trouvé très étonnante l'annonce de cette résolution par le préopinant radical, comme si la politique de la petite enfance était, depuis plusieurs années, quelque chose de secret et qu'on ne se rendait pas vraiment compte de ce qu'on était en train de faire. Je pense que M. Maudet

devrait écouter les débats ou relire tous ceux que nous avons eus au sein du Conseil municipal au sujet de la petite enfance. Il n'y a rien de secret. La municipalisation, Monsieur le président, figurait dans le programme du Parti socialiste. Je crois que le magistrat Manuel Tornare se situe dans une démarche, dans un processus que nous votons chaque année avec lui et qui consiste à augmenter les places de crèche et à centraliser toute la question des besoins et de l'encadrement de la petite enfance. Depuis quinze ans, nous avons effectivement augmenté les budgets, mais nous ne sommes pas passés de 5 millions à 55 millions dans le secret, Monsieur le président! Toutes ces places supplémentaires ont été discutées chaque année et elles ont été le fait de la politique d'une majorité de gauche du Conseil municipal, qui défend, depuis quinze ans, une augmentation des places de crèche. Il n'y a aucun secret là derrière.

Que s'est-il passé ces quatre dernières années? Je pense que le magistrat le dira tout à l'heure. Nous avons amélioré les conditions de travail du personnel de la petite enfance quant aux salaires et aux retraites, qui ont été harmonisées avec celles du reste du personnel de la Ville de Genève. C'est déjà, en effet, un pas vers la municipalisation annoncée dans le programme du Parti socialiste. Qu'avons-nous fait encore? Nous avons centralisé les demandes dans un bureau qui permet de recenser les besoins de la population en matière de crèches et de mieux y répondre. Mais tout cela ne s'est pas fait dans le secret.

Certaines personnes radicales ou libérales ne sont peut-être pas au courant, mais moi, cela m'étonne que, tout d'un coup, on ait besoin de faire le débat aujourd'hui, comme si on découvrait la question à peine maintenant. Chaque année, nous avons débattu du développement de la petite enfance, une politique clairement de gauche que nous avons défendue. Nous ne voyons donc pas pourquoi nous devrions consacrer une soirée du Conseil municipal à ce débat-là, puisque nous sommes dans un processus déjà engagé et soutenu jusqu'à maintenant. Nous espérons simplement qu'il puisse aller jusqu'à son terme, quand les choses seront prêtes à être votées, c'est-à-dire quand, effectivement, toutes les questions liées au personnel et aux coûts engendrés seront réglées.

M. Marc-André Rudaz (UDC). Quant à nous, nous sommes surpris que ce grand débat n'ait pas eu lieu dans le passé, mais nous n'étions pas là les années précédentes. Nous sommes en démocratie, il y a un choix de société, les crèches sont nécessaires, mais il existe peut-être également d'autres possibilités que l'on aurait pu entrevoir et analyser de manière à faire les choses pour le mieux, dans l'intérêt de notre population. Dans cette démocratie, j'estime que nous avons le droit d'avoir ce débat, de pouvoir poser des questions et de faire d'autres propositions, d'autres suggestions. Je ne comprends pas pourquoi et de quel droit vous vous opposez à cette résolution, vous qui êtes censés être démocrates.

M. Pierre Maudet (R). Je regrette vraiment le procès d'intention qu'on nous fait. Je peux comprendre qu'une partie de ce Conseil soit surprise par une position qui est une véritable porte ouverte à la municipalisation. Mais, en réalité, et M^{me} Hämmerli-Lang l'a rappelé tout à l'heure, nous avons soutenu toutes les demandes de crédits et nous ne pouvons pas laisser M^{me} Figurek dire que nous ne les avons pas approuvées. Je voudrais également rappeler à la préopinante socialiste que le poste de délégué à la petite enfance a été créé par un radical, qui, le premier, a investi à coups de millions et a donné l'impulsion décisive pour des places de crèche en ville de Genève. Que ce sont deux radicaux successifs qui, au département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement, ont instillé cette politique – M. Tornare pourra le confirmer lui-même tout à l'heure. Alors, de grâce, ne venez pas, ce soir, récupérer à votre seul profit la politique de la petite enfance, ce n'est pas digne!

J'aimerais ensuite vous dire la chose suivante. Il y a deux discours, dans cette enceinte. Sommes-nous prêts, oui ou non? Avons-nous toutes les informations, oui ou non? Si nous ne les avons pas, nous les demandons à travers cette résolution; si nous les avons, nous pouvons hâter le débat et accélérer la discussion. Il faudrait savoir ce que nous nous voulons! Mais là, je suis surpris par les propos contradictoires de la préopinante du groupe des Verts, parce que, si nous sommes en possession des documents et des informations, nous pouvons avoir ce débat très rapidement, sinon, avec cette résolution, nous donnerons une impulsion supplémentaire au magistrat pour qu'il nous les fournisse.

Personnellement, je ne souhaiterais pas, Mesdames et Messieurs, et avec moi mon groupe et, je crois, les autres groupes de l'Entente, que nous nous réveillions un jour avec l'impression d'une municipalisation rampante, menant peut-être à un bon résultat mais qui n'en resterait pas moins une municipalisation rampante, réalisée, comme on dit, à l'insu de notre plein gré, parce qu'on aurait rajouté chaque année des crédits... Je vous rappelle que cela n'est pas passé par ce Conseil municipal et que les comités de crèche ont moins leur mot à dire aujourd'hui, il faut le reconnaître. Le programme du Parti socialiste, c'est une chose, mais ce n'est pas le programme du Conseil administratif ni celui du Conseil municipal... Ce soir, si cette résolution n'était pas votée, nous le déplorerions, mais je n'hésiterais pas, à ce moment-là, avec une vingtaine de mes collègues, à provoquer tout de même une séance extraordinaire dans les trois mois sur cet objet.

Nous vous proposons neuf mois. Que représente un délai de neuf mois? Cela nous amène au mois de septembre de l'année prochaine. Peut-on réellement penser que nous n'aurons pas les documents ni les informations d'ici au mois de septembre 2005? Alors, de grâce, Mesdames et Messieurs, soyez raisonnables, soutenez cette résolution, donnons tous ensemble une impulsion au Conseil administratif et ayons ce débat de fond qui, apparemment, brûle les langues!

M^{me} Liliane Johner (T). Nous sommes aussi un peu étonnés du dépôt de cette résolution. En fait, je ne sais pas où vous voulez en venir, parce que, chaque année, nous avons une proposition d'augmentation de la prise en charge de la petite enfance, qui émerge donc au budget. Est-ce que, chaque année, vous votez le budget avec nous ou vous ne le votez pas? Alors, ne commencez pas à nous donner des leçons!

Une voix. Bravo!

M^{me} Liliane Johner. Et puis, ne croyez pas que c'est vous, les radicaux, qui avez tout inventé en ce qui concerne la petite enfance, parce que j'ai quand même de la mémoire, Monsieur Maudet! Avant d'aller au Grand Conseil, j'ai aussi siégé au Conseil municipal. C'est vieux, je vous l'accorde, c'était il y a trente-six ans, j'ai fait un petit calcul. Si vous reprenez le *Mémorial*, vous verrez que je demandais à cette époque la municipalisation de la petite enfance. Ne venez donc pas nous donner des leçons, car c'est aussi un cheval de bataille du Parti du travail!

Pour ma part, je ne me fais pas d'illusion. Quand on voit comment vous votez les budgets, je me dis que si nous venons maintenant avec un crédit important parce que nous voulons la municipalisation, bien entendu, vous ne le voterez pas! Je crois que la politique que mène le département de M. Tornare nous convient pour le moment et nous ne voyons pas l'utilité de voter cette résolution.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). J'aurais dû me munir, en venant ce soir, de fixe-chaussettes, parce que j'avoue qu'en entendant ce que j'ai entendu mes chaussettes tombent! Franchement, je crois qu'il y a une confusion grave. Une intervenante socialiste nous dit que la municipalisation fait partie du programme de son parti, mais nous le savons, et vous avez sans doute été élus pour cela! Nous savons que ce Conseil municipal vote, année après année, des millions supplémentaires pour la petite enfance! Telle n'est pas la question qui vous est posée ce soir et que nous souhaitons poser au Conseil administratif. Que nous votions ou que vous votiez une augmentation année après année de la subvention pour la petite enfance parce que nous jugeons, ou que vous jugez, utile d'augmenter les places en crèche, soit! Ce dont nous voulons débattre, c'est de la structure et de la forme que nous souhaitons ou que ce Conseil municipal souhaite pour cette petite enfance. Voulons-nous continuer avec les comités de crèche du système actuel ou une majorité de ce Conseil entend-elle poursuivre ou s'engager dans une municipalisation? Cette question figure dans votre programme – le groupe socialiste nous l'a dit – mais ce Conseil n'en a pas encore délibéré.

Je trouve un peu fort de café que des gens qui se disent démocrates à longueur de séances estiment normal qu'un magistrat élu sur un programme qui n'a pas l'aval du Conseil municipal – nous sommes tout de même 80 conseillers municipaux, avec des tendances diverses – poursuive son programme en faisant cavalier seul. Franchement, c'est faire un peu fi de notre présence ici. Mais qu'avez-vous à craindre, vous êtes 44, et majoritaires? Que ce Conseil municipal dise qu'il veut une municipalisation et que le magistrat vienne devant nous avec des chiffres! Qu'il présente ceci comme avantages, cela comme inconvénients, que les comités de crèche se sentent un petit peu dépossédés... nous savons qu'ils sont très chers à un groupe de l'Alternative.

Bref, tout cela doit être réglé et chiffré, mais que nous sachions en définitive où aller! Quand vous dites que vous augmentez cette subvention année après année, j'espère que c'est bien pour des places de crèche et non pas pour municipaliser, parce que, si vous augmentez la subvention pour créer des postes de fonctionnaires, vous êtes vraiment à côté de la cible. Les familles attendent des places de crèche et pas des fonctionnaires supplémentaires.

Une voix. Bravo! (Applaudissements.)

M. Didier Bonny (DC). Notre parti voit tout à fait l'utilité de cette résolution et il nous semble que ceux qui ne la voient pas, c'est bien parce qu'ils ne veulent pas la voir... On ne peut pas leur en vouloir. Mais, comme vient de le dire M. Jean-Pierre Oberholzer, il serait temps d'avoir ce débat, puisque nous augmentons d'année en année le budget de la petite enfance. Il faut bien le dire, nous assistons à une municipalisation rampante – je n'ai pas peur de le dire – sans l'accord de ce Conseil municipal. Je reconnais la grande habileté du conseiller administratif chargé du département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement, qui procède par petites touches, en faisant bien attention que l'édifice tienne comme il faut. Il n'est cependant pas sûr de sa majorité, mais il a peut-être tort, parce que cette majorité, il pourrait la trouver des deux côtés de cette enceinte. Enfin, jusqu'à présent, il n'a pas souhaité en prendre le risque.

Il est vrai toutefois que différentes choses ont déjà été réalisées, notamment la centralisation des salaires, qui a permis des économies. C'est quand même un début, tout comme l'augmentation des salaires au niveau des caisses de retraite. Nous sommes d'accord là-dessus. Tout cela nous amène tranquillement à une municipalisation – on voit bien l'intelligence de la politique du magistrat pour ne pas nous effrayer... Mais, à un moment donné, je crois que nous sommes en droit de connaître les différents scénarios proposés à M. Tornare – il ne les établit pas lui-même mais ses services y travaillent – le coût de cette municipalisation et ce

qu'elle nous rapportera, car on peut voir les deux aspects des choses. Je crois que ce débat au sein du Conseil municipal est un droit démocratique, Mesdames et Messieurs de la gauche, pour savoir si, en vue de la municipalisation, il faudra ajouter 50 millions dans le budget de la petite enfance ou si 5 millions supplémentaires suffiront, parce que, le cas échéant, allons-y!

Je ne vois pas pourquoi on a peur de ce débat sur la petite enfance, qui est chère, je crois, à pratiquement tous les groupes, puisque, malgré ce que la représentante de l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) a dit, rares sont les partis qui s'opposent aux crédits proposés pour la petite enfance au sein de ce Conseil municipal.

Renvoyons alors cette résolution à la commission sociale et de la jeunesse, puis faisons ensuite le point en plénière! Je crois que c'est la moindre des choses de savoir où nous allons et j'espère que cette résolution finira quand même par être votée ce soir, sans quoi, M. Maudet l'a dit, nous aurons probablement une séance extraordinaire sur cette question-là. Je crois que nous n'aurons rien à y gagner, et il vaut mieux avoir fait un travail sérieux en commission. Monsieur Tornare, vous avez des défauts, mais vous avez aussi des qualités. Une de vos qualités, c'est que vos dossiers sont en principe solides, et je n'ai personnellement aucune crainte: vous viendrez devant la commission sociale et de la jeunesse avec tous les ingrédients nécessaires qui sauront nous convaincre de la politique que vous souhaitez mener par rapport à la petite enfance.

M^{me} Anne Moratti Jung (Ve). Monsieur Maudet – vous transmettez, Monsieur le président – notre problème est de renvoyer cette résolution à la commission sociale et de la jeunesse, parce que vous dites, dans votre invite, «sur la base d'un rapport complet et préalable de la commission sociale et de la jeunesse, dans un délai de neuf mois». Mais comment ferons-nous? Nous avons déjà une peine énorme à auditionner les gens dans cette commission!

Nous attendons maintenant ce rapport. Je suis présidente de la Commission consultative de la petite enfance depuis une année et cela fait une année que nous le demandons. J'espère qu'il nous parviendra bientôt. S'il n'arrive pas, nous verrons ce que nous ferons dans un délai de six à douze mois, mais les services de M. Tornare nous disent qu'ils sont à bout touchant.

M. Alain Fischer (R). Personnellement, je ne comprends pas ce que vient de dire la préopinante. J'ai siégé quatre ans à la commission sociale et de la jeunesse, que j'ai même présidée, et une chose est sûre en tout cas: s'il y avait un département disponible, c'était bien celui de M. Tornare, toujours prêt à nous fournir les

données souhaitées – sauf peut-être pour les crèches, vous n'étiez pas encore là, Monsieur le magistrat. Je pense que toute la commission sociale et de la jeunesse de la précédente législature peut abonder dans mon sens. Certes, la réalisation de certains dossiers demandait plus ou moins de temps et – je suis désolé – celui de la municipalisation, qui est lourd, est compliqué à élaborer.

Une chose est sûre, ce qui coûte, c'est l'augmentation du nombre de places de crèche. La «municipalisation» – entre guillemets – est déjà faite, déjà acquise. Maintenant, nous pourrions encore discuter, avec les syndicats, de certaines conditions auxquelles le personnel doit être soumis. Je sais que des personnes qui ne sont pas de notre bord ont le sentiment de s'être fait avoir, et elles ne sont pas les seules à le penser.

Nous, groupe radical, nous n'avons jamais refusé un crédit pour la création de places de crèche, sinon celui de la crèche de Saint-Jean, ce qu'on avait appelé à l'époque la fosse aux ours. Je me souviens d'une discussion avec le magistrat Tornare, qui ne voyait pas très favorablement, semble-t-il, cette fosse où des gamins seraient enterrés à moins 3,50 m, même s'il y avait de magnifiques parois en verre. C'est le seul crédit refusé par le groupe radical.

Madame Johner, vous êtes remontée à vos débuts dans ce Conseil municipal. Je vous félicite de votre assiduité en réclamant cela depuis trente-six ans! Le groupe radical vous suit juste derrière dans les temps et certains feraient mieux d'apprendre autant du Parti du travail que du Parti radical, avant de nous déclarer qu'ils veulent municipaliser les crèches. Avant de dire des bêtises, Mesdames les préopinantes, vous auriez mieux fait de tourner votre langue sept fois dans votre bouche.

Le président. Merci, Monsieur Fischer, de ce précieux conseil...

M^{me} Claudine Gachet (R). Le groupe radical demande le vote nominal.

Le président. Il en sera fait comme vous souhaitez si vous êtes suivie. Mesdames et Messieurs, je vous prie de garder un peu de patience, nous arrivons probablement au bout de nos débats.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Rassurez-vous, Mesdames et Messieurs, j'ai entendu, dans la salle, un conseiller municipal dire que je faisais cavalier seul, mais ce n'est pas l'avis de la population ni celui des parents, qui sont très satisfaits, comme les médias d'ailleurs, de la politique menée par le Conseil administratif dans le domaine de la petite enfance. Prétendre alors – je dis cela à

Pierre Maudet et à l'Union démocratique du centre – qu'on escamote le débat démocratique, excusez-moi, mais il existe un lieu de concertation où je donne régulièrement les informations que vous souhaitez, c'est la Commission consultative de la petite enfance, présidée aujourd'hui par une excellente conseillère municipale des Verts, après l'avoir été par un certain nombre d'entre vous, où siègent des représentants de tous les partis – un membre de l'Union démocratique du centre intervient très souvent, à bon escient, en posant les bonnes questions. M^{me} Moratti Jung peut l'attester, M. Fischer l'a fait et je l'en remercie.

Je réponds aussi régulièrement à la commission sociale et de la jeunesse, présidée par Liliane Johner. J'ai des défauts, je ne suis pas un saint, mais je serai peut-être enterré au cimetière des Rois... (*Remarque.*) Toi aussi, toi aussi!

Une voix. Arrête!

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Il faut faire deux législatures, tu les as faites! (*Rires.*) Je réponds donc régulièrement aux questions de la commission sociale et de la jeunesse. Nous avons organisé, vendredi et samedi passés, comme l'an dernier, deux jours de colloque sur la petite enfance, où j'ai pu m'exprimer pendant une demi-heure – on m'a même reproché de trop parler – en donnant vraiment tous les détails. Mais, Monsieur Maudet, je suis surpris, parce que vous avez préféré écouter, ce que je peux comprendre, M. Sarkozy à Paris plutôt que Tornare... (*Rires et applaudissements.*) Franchement, Mesdames et Messieurs, aucun conseiller municipal de l'Entente n'est venu. Il n'y avait qu'une députée radicale, présidente du Grand Conseil, qui est ma déléguée à la petite enfance, dont je suis fier et dont je respecte le travail, parce que c'est une excellente collaboratrice. Vous voyez, je ne suis pas manichéen au niveau politique. Il y a vraiment des espaces de discussion.

Mesdames et Messieurs, sachez une chose: pour le Conseil administratif, pour la gauche et pour des centristes et des personnes de droite qui appuient ma politique, la priorité des priorités, c'est de faire en sorte que, d'ici à 2010, l'accès aux crèches devienne un droit. M^{me} Brunshwig Graf, quand elle était encore conseillère d'Etat chargée de l'instruction publique, nous avait dit, lors d'une intervention à l'Association des communes genevoises, en février 2002, que, selon des analyses du Service de la recherche en éducation (SRED), il manquait à l'époque 1100 places pour que l'accès aux crèches en ville de Genève devienne un droit. Un simple calcul le démontre: 1100 places, c'est une place pour 1,5 à 2 enfants. Si vous continuez à voter les crédits que je vous demande pour ce plan – et je suis pratiquement sûr que vous me suivrez samedi – d'ici à 2010, en ville de Genève, l'accès aux crèches deviendra un droit pour les communiers et pour les enfants de parents qui ont des rapports pécuniaires avec la Ville de Genève, c'est-

à-dire qui y paient des impôts. C'est ce que nous retiendrons notamment de la politique de l'Alternative dans vingt ans. Les historiens, les Lescaze qui écriront l'histoire de la Ville de Genève, parleront de cela et pas d'autre chose, et je crois que c'est la fierté du Conseil municipal, qui me soutient en menant avec moi cette politique. Voilà pour la priorité A.

La priorité B, bien évidemment, c'est de faire un grand service public de la petite enfance. Mais je pratique habilement la politique des petits pas, comme l'a dit M. Bonny, je compte les voix, parce qu'il faut avoir une majorité. Je ne veux pas aller au casse-pipe. J'aimerais rappeler quelque chose aux radicaux. Monsieur Maudet, je suis d'accord avec vous, vous savez que j'ai beaucoup d'admiration pour Guy-Olivier Segond et que j'ai toujours loué les mérites de Michel Rossetti, qui a créé beaucoup de places de crèche – je ne suis pas du genre à critiquer mes prédécesseurs. J'ai été conseiller municipal depuis 1979 et je me souviens, comme M^{me} Johner, des discours, dans cette salle, de Guy-Olivier Segond et de Michel Rossetti, qui engueulaient l'Entente, lui disant que si leur politique de la petite enfance pouvait être une réussite, c'était grâce aux voix de gauche et pas à celles de droite. Vous n'avez qu'à reprendre le *Mémorial*. Vous êtes donc en pleine contradiction.

J'ai aussi entendu, en tant que conseiller municipal depuis 1979, Guy-Olivier Segond et Michel Rossetti nous dire qu'ils voulaient créer une fondation de droit public ou de droit privé pour la petite enfance. Quand je suis arrivé au Conseil administratif, en 1999, j'ai constaté que rien n'avait été fait en vingt ans. On avait demandé un rapport à Jean-Paul Bari, un expert, mais rien n'a été fait. Il y a trois ans, nous avons pris la décision d'aller dans le sens de la municipalisation, d'un grand service public de la petite enfance, après une discussion avec mes collègues. Des nuances se sont exprimées au sein du Conseil administratif – mon collègue Vaissade n'était pas tout à fait d'accord avec une municipalisation, mais c'était son droit le plus strict – même si certains partis, dont le mien, avaient déjà inscrit cela dans leur programme, tout comme le Parti du travail et l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) depuis longtemps, je le reconnais. Mais le programme d'un gouvernement, c'est autre chose que le programme d'un parti politique.

Il est vrai – certains ont eu l'honnêteté de le dire – que la réalisation d'un grand service public est un travail de titan. Pour l'instant, 1000 personnes sont employées dans les crèches subventionnées par la Ville de Genève, avec un taux d'activité très différencié, parce que c'est un métier à 90% féminin. Je vous garantis que ce n'est pas facile, pour le Service des ressources humaines de la Ville, d'intégrer ce personnel dans la fonction publique municipale. Nous sommes en train de prendre cas par cas pour voir comment offrir à chaque personne des conditions véritablement décentes par rapport à la retraite, notamment.

Certains m'ont reproché de pratiquer une municipalisation rampante depuis 1999, mais je prends cela comme un compliment. Il y a trois pages de droits – je ne parle pas d'avantages salariaux – grâce à l'acceptation de propositions du Conseil administratif par le Conseil municipal. M^{me} Buchs, du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs, le sait et elle le reconnaît. D'autres aspects qui vont dans le sens d'une municipalisation rampante me réjouissent, telles des formations supplémentaires, et la centralisation a permis de réduire les coûts, Didier Bonny en a parlé. Je sais que la sectorisation ne marche pas encore très bien dans certains quartiers; on tâtonne, on avance lentement mais sûrement. C'était ma volonté de créer, il y a deux ans, ce fameux Bureau d'information petite enfance (BIPE), un guichet unique, qui évite le parcours du combattant pour les parents. Mais les parents ont souvent cru qu'en allant au BIPE ils allaient trouver une place pour leurs enfants. Monsieur Maudet, M^{me} de Tassigny nous a dit, samedi passé, que le BIPE a aussi permis de faire du repérage de maltraitance et de maladies et d'obtenir toutes sortes d'indications utiles pour les familles, ce qui doit rassurer l'Union démocratique du centre et les démocrates-chrétiens. C'est vraiment un grand progrès et je pourrais donner d'autres exemples.

Mesdames et Messieurs, vous avez déjà reçu quelques-uns des documents promis, Anne Moratti Jung l'a confirmé. En ce qui concerne le fameux document que vous attendez, j'ai dit, samedi passé, qu'il ne manque plus que l'avant-propos du magistrat. Mais il est là, je l'ai corrigé cet après-midi. Cette brochure vous sera diffusée, elle est très belle, avec des illustrations et des tableaux.

Au niveau financier, je vous propose deux hypothèses pour la municipalisation, et c'est vous qui devrez choisir, avant neuf mois... même pas le temps d'une gestation. (*Rires.*) Vous aurez ces documents à la commission sociale et de la jeunesse et vous déciderez en plénum. Monsieur Maudet, vous serez certainement un jour magistrat, soit à la Ville, soit au Canton, soit au Conseil fédéral... (*Exclamations.*) Vous faites tout pour... Je pense que vous ne pouvez pas escamoter un certain nombre de questions quand vous êtes dans un processus de municipalisation.

J'ai parlé des questions financières, des retraites, de la formation, mais il y a aussi tous les problèmes immobiliers. En effet, pour certaines crèches, garderies ou jardins d'enfants, nous sommes chez nous, comme à la future crèche de l'école Bertrand, et nous ne payons pas de loyer. Mais ailleurs – je pense à la Fondation Carfagny, aux Pâquis – nous sommes dans des lieux soutenus par le privé. Mon objectif n'est pas de faire en sorte de ne plus bénéficier de l'apport financier de ces privés, ce serait de la mauvaise politique.

Je ne crois pas que nous ferons une bonne municipalisation si nous politisons trop le débat. Ce n'est pas mon souhait. J'aimerais rassurer la gauche par rapport aux radicaux, en jouant les *go-between*. J'ai eu un repas de travail dernièrement avec les instances dirigeantes du Parti radical et j'espère que ses responsables

n'ont pas deux discours. Je vous garantis qu'ils ne sont pas allés à Canossa, mais plutôt à Damas, comme saint Paul... Ils m'ont dit qu'ils soutiendraient la municipalisation, et j'espère que ce sera le cas.

Mais je tiens aussi à prendre en considération, dans ce document que vous allez recevoir prochainement, les remarques intelligentes du Parti des Verts. Les Verts – entre autres Alain Vaissade, Patrice Mugny à l'heure actuelle, Anne Moratti Jung, Pierre Losio – ont toujours exprimé des craintes au sujet de la disparition du tissu associatif. C'est vrai qu'on trouve de moins en moins de bénévoles pour les comités de crèche, mais les parents doivent avoir un vrai droit de regard dans la gestion des crèches. Nous avons donc mené, avec mes services, toute une réflexion pour faire en sorte que les comités puissent subsister et être mobilisés sur d'autres préoccupations, pour aller dans le sens des souhaits des Verts. Je ne peux pas réaliser une municipalisation contre un groupe comme celui des Verts, qui m'a toujours soutenu quand j'ai demandé de l'argent pour agrandir les crèches ou en construire des nouvelles.

En conclusion, vous m'avez demandé, Monsieur Oberholzer, de payer la troisième année de formation pour les étudiants de la petite enfance. Oui ou non? L'Entente avec vous. Alors, vous tenez un discours paradoxal: vous avez peur des fonctionnaires et vous voulez faire en sorte qu'ils soient déjà des fonctionnaires. S'il vous plaît, soyez logique! (*Dénégations.*) Absolument!

M^{me} Linda de Coulon (L). C'est n'importe quoi!

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Non, c'est la vérité, mais à chacun son opinion. En conclusion, vous aurez ces documents prochainement et vous pourrez vous déterminer après un débat démocratique dans les commissions, que ce soit à la commission sociale et de la jeunesse ou à la Commission consultative de la petite enfance. Je suis prêt à poursuivre la tournée des partis que j'ai commencée pour expliquer aux militants ce que serait un grand service public de la petite enfance en Ville de Genève.

Le président. Nous passons à la prise en considération de cette résolution, mais préalablement, Mesdames et Messieurs, M^{me} Gachet est-elle suivie dans sa demande de vote nominal? (*Plus de quatre conseillers municipaux lèvent la main.*) Nous procéderons donc ainsi.

Mise aux voix à l'appel nominal, la prise en considération de la résolution est refusée par 39 non contre 32 oui.

Ont voté non (39):

M. Sébastien Bertrand (AdG/SI), M^{me} Nicole Bobillier (S), M. Roberto Brogini (Ve), M. Mathias Buschbeck (Ve), M^{me} Monique Cahannes (S), M. David Carrillo (S), M^{me} Marguerite Contat Hickel (Ve), M. Olivier Coste (S), M. Alpha Dramé (Ve), M. Alain Dupraz (T), M^{me} Hélène Ecuyer (T), M^{me} Vera Figurek (AdG/SI), M^{me} Catherine Gaillard-Iungmann (AdG/SI), M^{me} Béatrice Graf Lateo (S), M. René Grand (S), M^{me} Liliane Johner (T), M. Roman Juon (S), M^{me} Virginie Keller Lopez (S), M^{me} Sarah Klopmann (Ve), M^{me} Ruth Lanz Aoued (AdG/SI), M. Pierre Losio (Ve), M. Alain Marquet (Ve), M. Bruno Martinelli (AdG/SI), M. David Metzger (S), M. Jacques Mino (AdG/SI), M^{me} Anne Moratti Jung (Ve), M. Olivier Norer (Ve), M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve), M. Jean-Charles Rielle (S), M. Eric Rossiaud (Ve), M. Pierre Rumo (T), M^{me} Sandrine Salerno (S), M. Damien Sidler (Ve), M. François Sottas (AdG/SI), M^{me} Marie-France Spielmann (T), M^{me} Gisèle Thiévent (AdG/SI), M. Gilles Thorel (S), M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (S), M. Christian Zaugg (AdG/SI).

Ont voté oui (32):

M. Guillaume Barazzone (DC), M. Alexis Barbey (L), M. Didier Bonny (DC), M^{me} Marie-Thérèse Bovier (L), M. Sylvain Clavel (UDC), M. Roland Crot (UDC), M^{me} Linda de Coulon (L), M. Michel Ducret (R), M. Alain Fischer (R), M^{me} Nathalie Fontanet (L), M. Eric Fourcade (UDC), M. Jean-Marc Froidevaux (L), M^{me} Claudine Gachet (R), M. Jean-Marie Hainaut (L), M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R), M^{me} Nelly Hartlieb (UDC), M. Blaise Hatt-Arnold (L), M. Eric Ischi (UDC), M^{me} Florence Kraft-Babel (L), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Pierre Maudet (R), M. Jean-Pierre Oberholzer (L), M. Robert Pattaroni (DC), M. Georges Queloz (L), M. Patrice Reynaud (L), M. Lionel Ricou (DC), M. Marc-André Rudaz (UDC), M^{me} Alexandra Rys (DC), M. Frédy Savioz (UDC), M. Vincent Schaller (L), M. Armand Schweingruber (L), M. René Winet (R).

Étaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (8):

M. Alain Comte (T), M. Jean-Louis Fazio (S), M. André Kaplun (L), M. Jean-Pierre Oetiker (UDC), M^{me} Annina Pfund (S), M^{me} Bérengère Rosset (L), M. Pascal Rubeli (UDC), M^{me} Caroline Schum (Ve).

Présidence:

M. Gérard Deshusses (S), président, n'a pas voté.

8. Pétitions.

Le président. Nous avons reçu la pétition suivante qui sera renvoyée à la commission du même nom:

- P-129: «Des toilettes pour le public du Théâtre de l'Orangerie».

9. Propositions des conseillers municipaux.

Le président. Nous avons reçu les motions et la résolution suivantes:

- M-513, de MM. René Grand, Olivier Coste, Christian Zaugg, Roberto Brogini, M^{mes} Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer et Sarah Klopmann: «Pas de scooters sur les bandes cyclables»;
- M-514, de MM. Pierre Maudet, Robert Pattaroni, Jean-Louis Fazio, Eric Ischi, Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Année internationale du sport: pour que la Ville reste dans la course!»;
- R-76, de M^{mes} Alexandra Rys, Catherine Hämmerli-Lang, Liliane Johner, Sandrine Salerno, Ruth Lanz Aoued, MM. Patrice Reynaud, Roberto Brogini et Pascal Rubeli: «Correspondance adressée au Conseil municipal: pas de courrier anonyme!».

10. Interpellations.

Le président. Je vous annonce les interpellations suivantes:

- I-129, de M. Pierre Maudet: «Rénovation de la patinoire des Vernets: vers un énième renvoi du puck au sein du Conseil administratif?»;
- I-130, de M^{me} Claudine Gachet: «Douche froide sur les agents municipaux».

11. Questions écrites.

Le président. Les questions écrites suivantes ont également été déposées:

- QE-172, de *M^{me} Catherine Hämmerli-Lang*: «Commission consultative des espaces verts et de l'environnement»;
- QE-173, de *M. Pierre Maudet*: «Égalité de traitement pour la répartition des annonces municipales dans la presse locale: point de la situation, s.v.p.»;
- QE-174, de *M. Roberto Broggin*: «Où est passée la vespasienne du boulevard Helvétique?»;
- QE-175, de *M^{me} Claudine Gachet*: «Tempête sur Genève: quels dispositifs?»;
- QE-176, de *M. Roman Juon*: «Des jets d'eau sur la place du Rhône»;
- QE-177, de *M. Roman Juon*: «Est-ce qu'une cuisine est une pièce d'appartement?».

Séance levée à 23 h 15.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif.....	3006
2. Communications du bureau du Conseil municipal	3006
3. Questions orales.....	3006
4. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 14 juillet 2004 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 500 000 francs destiné à la participation financière de la Ville à la rénovation et à l'extension du Village Aigues-Vertes (PR-358 A)	3007
5. Motion de M ^{mes} Florence Kraft-Babel, Marie-France Spielmann, Claudine Gachet, MM. André Kaplun, Jean-Marc Froidevaux, Pascal Rubeli, Patrice Reynaud et Guillaume Barazzone: «Revalorisation de la chapelle municipale du cimetière des Rois et réalisation d'une barrière autour du parc pour le protéger des fréquentations douteuses, principalement la nuit» (M-491)	3013
6. Motion de MM. Guillaume Barazzone, Jean-Charles Lathion, Pierre Maudet, Michel Ducret, René Winet, Jean-Marie Hainaut, Patrice Reynaud, Alexis Barbey et M ^{me} Alexandra Rys: «Genève doit retrouver son casino!» (M-493)	3022
7. Résolution de M ^{mes} Claudine Gachet, Catherine Hämmerli-Lang, MM. Michel Ducret, Alain Fischer, Pierre Maudet et René Winet: «Le grand débat sur la petite enfance» (R-73).....	3042
8. Pétitions.....	3058
9. Propositions des conseillers municipaux.....	3058
10. Interpellations.....	3058
11. Questions écrites	3059

La mémorialiste:
Marguerite Conus